

PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DE LA JEUNESSE DANS LES DIALOGUES PUBLIC-PRIVÉ



AFIN D'ENCOURAGER LA RÉFORME DE
L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES POUR
L'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE
DE LA JEUNESSE

ICRAPPORT
Février 2024

ICRAPPORT DANS LA SÉRIE SUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

Implemented by

SOMMAIRE

PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DE LA JEUNESSE DANS LES DIALOGUES PUBLIC-PRIVÉ AFIN D'ENCOURAGER LA RÉFORME DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES POUR L'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DE LA JEUNESSE

<i>Liste d'abréviations</i>	3
<i>Résumé</i>	4
<i>Principales constatations</i>	5
CONTEXTE	9
➤ 1 LIBÉRER LE POTENTIEL : INCLUSION ET IMPACTE DE LA JEUNESSE SOUS-REPRÉSENTÉE DANS LES DPP	11
Pourquoi y a-t-il un manque de représentation de la jeunesse dans les DPP ?	11
Les avantages de l'inclusion de la jeunesse dans les DPP	12
Domaines pertinents de la jeunesse pour un DPP percutant	16
➤ 2 LA REPRÉSENTATION DE LA JEUNESSE DANS LES DPP	17
Parcours diversifiés de l'engagement de la jeunesse dans les DPP	17
Le rôle des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes	17
Les tendances de la prévalence des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes	18
Programme, objectifs et priorités des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes	20
Défis et contraintes auxquels font face les associations de commerce axées sur la jeunesse	21
De plus en plus d'appel à la création d'associations représentant la jeunesse	22
Soutenir la création et l'efficacité des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes	24
Quelle approche est la plus efficace ?	25
➤ 3 RECOMMANDATIONS : GARANTIR L'INCLUSION DE LA JEUNESSE DANS LES DPP	26
➤➤➤ 1 Responsabiliser les jeunes et les associations axées sur la jeunesse à travers le renforcement des capacités et l'engagement	27
➤➤➤ 2 Améliorer la participation de la jeunesse grâce à des programmes de proximité ciblés et à l'inclusivité	29
➤➤➤ 3 Encourager une transparence et une communication efficace avec les jeunes dans les DPP	32
➤➤➤ 4 Développer une mise en œuvre efficace de l'aboutissement des DPP incluant la jeunesse	33
➤➤➤ 5 Évaluer l'impact et l'amélioration continue de l'implication de la jeunesse	37
CONCLUSION	39
<i>Remerciements</i>	40

LISTE D'ABRÉVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
DPP	Dialogue public-privé
ICR	<i>Investment Climate Reform</i> (réforme du climat des affaires)
MPME	Micros, petites et moyennes entreprises
OIT	Organisations International du Travail
ONG	Organisation non-gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REA	Réformes de l'Environnement des Affaires
SEA	Suivi, Evaluation et Apprentissage
UE	Union Européenne
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

RÉSUMÉ

Ce rapport se concentre sur la manière dont le dialogue public-privé (DPP) peut inclure les jeunes, et les avantages qui peuvent découler de cette approche. Pour les acteurs politiques et les gouvernements, cela implique une conception des politiques qui est plus pertinente, éclairée et efficace, une meilleure prise de décision, une élaboration, une planification, une gestion et une mise en œuvre de nouvelles politiques améliorées, ainsi que le renforcement de la confiance avec les principales parties prenantes et la capacité d'exploiter une pensée innovante. Pour les jeunes, cela inclut un capital social amélioré, la capacité de conduire le changement dans les domaines qui leur tiennent à cœur et peuvent inclure des avantages économiques.

Le rapport explore également la manière dont les jeunes sont représentés dans les DPP et la manière dont les acteurs politiques peuvent soutenir au mieux les associations axées sur les jeunes afin qu'elles puissent s'engager efficacement dans un DPP, afin d'influencer le développement et la mise en œuvre de réformes de l'environnement des affaires (REA) qui favorisent l'autonomisation économique des jeunes en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique (ACP).

Les jeunes et les associations qui les représentent sont souvent exclus des DPP, principalement parce que ces dialogues donnent traditionnellement la priorité aux grandes entreprises établies et aux représentants.e.s du gouvernement en raison de leur influence perçue et leur pouvoir. Les normes sociales et culturelles liées au rôle des jeunes dans la société peuvent également entraver l'inclusion des jeunes hommes et femmes et leur participation active. Les recommandations contenues dans ce rapport donnent des suggestions pratiques et réalisables sur la manière dont les plateformes et les processus de DPP peuvent être rendus aussi inclusifs que possible et comment la Facilité ICR peut fournir une assistance technique pour faciliter cela.

DÉFINITION DES JEUNES ET DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET COMMERCIALES AXÉES SUR LES JEUNES :

Ce rapport définit les jeunes et la jeunesse en utilisant la catégorie des 18-35 ans. Cela permet de représenter la grande variété de définitions de la jeunesse présentes dans les politiques nationales de tous les pays de l'ACP. Même s'ils sont légalement reconnus en tant qu'adultes, les individus de cette catégorie d'âge font face à des obstacles distincts qui demandent une attention politique.

Les structures représentant la jeunesse ou représentant des entreprises dirigées par des jeunes, au niveau local ou régional peuvent prendre différentes formes ou avoir un nom différent selon le contexte. Elles peuvent être appelées, par exemple « conseil des jeunes », « chambre de la jeunesse », « coalition des jeunes » ou « comité jeunesse ». Pour les besoins de ce rapport, ces structures seront appelées « associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes » et seront définies comme des structures permanentes de la participation de la jeunesse au

niveau local ou régional, représentant les visions et les opinions des jeunes du secteur ou de l'environnement des affaires. Ces associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes, peuvent être dirigées ou non par des jeunes, mais dans tous les cas, elles représentent la vision des jeunes sur les politiques et sur les initiatives affectant les jeunes fonctionnant dans leur domaine.

PRINCIPALES CONSTATATIONS :

Les acteurs politiques doivent activement inclure et reconnaître la valeur des jeunes et des associations qui les représentent dans les DPP.

Cette approche est particulièrement cruciale lorsque l'on prend en compte la population considérable de la jeunesse dans les pays de l'ACP, qui représente un potentiel inexploité pour le progrès économique et une source d'instabilité si elle est marginalisée. En encourageant la promotion de l'inclusion des entreprises dirigées par la jeunesse et en soutenant les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), les acteurs politiques peuvent stimuler la croissance économique et créer des opportunités d'emploi tout en encourageant la confiance et un sentiment de pouvoir chez les jeunes, et donc éviter une mise à l'écart des jeunes dans les prises de décisions politiques.

Afin de maximiser l'impact de la participation de la jeunesse dans les DPP, il est essentiel de se concentrer sur des domaines qui ont une importance significative pour celle-ci,

tel que le chômage, la création d'emploi, l'accès aux finances, les programmes d'entrepreneuriat, les problèmes fiscaux, la formalisation, et la durabilité environnementale, tout en gardant une compréhension du contexte et de la diversité propre à chaque région. Reconnaisant la nature hétérogène de la jeunesse en tant que groupe et ses différences à travers les pays ACP, les DPP doivent adopter une approche contextuelle qui prend en compte les problèmes du marché de l'emploi local et/ou régional, les besoins de tous les jeunes, notamment des femmes et des groupes marginalisés. En répondant aux problèmes identifiés par les jeunes comme étant les plus urgents et en se concentrant sur de possibles réformes de transformation, les DPP peuvent créer de réelles améliorations, qui ont du sens, dans les pays et les régions concernés.

Les acteurs politiques et les organisateur.trice.s des DPP doivent faire preuve d'un engagement sincère et de volonté, pour ne pas simplement écouter, mais aussi pour insérer le point de vue de la jeunesse dans les processus de prises de décisions politiques.

Cela demande de passer de la représentation symbolique à l'encouragement de la participation réelle en mettant en place des programmes de proximité qui impliquent différents jeunes, promouvant l'équilibre entre les genres et l'inclusivité et adoptant des méthodologies sensible aux genres et à la jeunesse. De plus, la provision des

opportunités de renforcement des compétences et de la formation, la création des forums dédiés à la jeunesse, et la garantie de la représentation de la jeunesse dans les organes de décisions sont des étapes essentielles. Une communication transparente, des attentes réalistes en terme de gestion, la reconnaissance et la mise en valeur de réflexions innovantes et des contributions de la jeunesse sont primordiales afin de garantir que la voix des jeunes joue un rôle transformateur dans les conclusions des DPP.

Les structures pour la représentation de la jeunesse dans les DPP doivent être choisies en fonction du contexte local et régional, cependant toutes les approches peuvent être améliorées de façon significative grâce à des mandats soutenus par la gouvernement et un engagement politique fort pour l'inclusion de la jeunesse.

Le choix des structures de représentation des jeunes dans les DPP devraient être dicté par les contextes locaux, que ce soit dans les branches dédiées à la jeunesse des organisations déjà existantes ou dans des associations indépendantes axées sur la jeunesse. Cependant, l'efficacité de toute approche est significativement améliorée par le soutien d'un mandat faisant sa promotion et un engagement politique fort envers l'inclusion de la jeunesse. Une telle position stratégique garantit non seulement de faire entendre la voix de la jeunesse, mais aussi de l'insérer dans le processus de prise de décision, ce qui encourage la création de nouvelles politiques plus inclusives, alignées avec les réalités futures.

Les technologies numériques représentent de grandes opportunités pour l'inclusion des jeunes dans les DPP.

Par exemple, les organisateurs.rices des DPP peuvent utiliser des plateformes de réunion en ligne pour toucher plus de monde, les réseaux sociaux pour améliorer la participation, des sondages en ligne afin de mieux comprendre les problèmes liés à l'implication des jeunes et les problèmes spécifiques qui les intéressent, ainsi que des applications interactives pour avoir du feedback en temps réel. Cependant, les acteurs politiques doivent faire des efforts délibérés pour établir d'autres mécanismes d'inclusion qui soutiennent les jeunes des groupes marginalisés ou dans des zones isolées où le numérique n'est pas très développé. Ces efforts sont primordiaux pour garantir que les solutions numériques n'aggravent pas des injustices.

Le développement des compétences et le soutien pour le développement des réseaux sont deux éléments primordiaux pour permettre aux associations axées sur la jeunesse de surmonter les défis opérationnels et de contribuer efficacement aux DPP.

En proposant des formations se concentrant sur des compétences clés et en développant des partenariats influents, les acteurs politiques et les donateurs peuvent amplifier l'impact de ces associations sur les reformes politiques.

Une mise en œuvre et un suivi efficaces sont primordiaux pour les DPP afin de garantir la réussite des stratégies, des politiques et des réformes convenues.

Une exécution dans les temps permet non seulement de démontrer l'engagement

des acteurs politiques à créer un changement mais prévient aussi du risque d'éloigner les organisations axées sur la jeunesse des décisions politiques, car des retards peuvent les laisser penser que leur participation et leur avis n'ont pas d'influence. Des chaînes de communication transparentes doivent être maintenues avec les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes afin de les tenir informé des progrès, de tirer profit de leurs potentiel de plaidoyer, de gagner leur soutien pour la mise en œuvre et de cultiver un sentiment de pouvoir et d'implication dans la phase de mise en œuvre.

Les mécanismes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) qui se concentrent spécialement sur l'inclusion de la jeunesse peuvent garantir que les besoins en évolution constante des jeunes sont compris et adaptés à mesure alors que les processus de DPP évoluent.

Les organisateurs des DPP doivent concevoir des indicateurs de SEA liés au processus et à la structure globale des DPP; développer des solutions répondant aux problèmes de la jeunesse; identifier les résultats et l'impact des entreprises dirigées par des jeunes et faire la promotion des histoires de succès et d'impact d'entreprises dirigées par des jeunes.

À PROPOS DE CE RAPPORT

Ceci est le troisième rapport ICR d'une série de rapports du ICR Knowledge Hub sur les réformes de l'environnement des affaires (REA) pour l'émancipation économique de la jeunesse. Les autres rapports se concentrent sur les REA pour l'entrepreneuriat et pour l'emploi des jeunes.

Ce rapport cherche à expliquer les raisons pour lesquelles les jeunes sont souvent exclus des Dialogues public-privé (DPP) dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP); à montrer comment le processus de DPP pourrait inclure plus de jeunes et les avantages que cette approche représente; et à explorer les différentes façons de soutenir les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes afin qu'elles puissent s'engager efficacement dans les DPP.

Une série ICR à part concernant l'émancipation économique des femmes comprend aussi un rapport sur la participation des organisations de femmes dans les DPP : [L'inclusion des femmes et des associations de femmes dans le dialogue public-privé dans les pays ACP](#)

Ce rapport se base sur une analyse complète de rapports déjà existant ainsi que sur des preuves de la participation des jeunes dans les DPP dans toute la région ACP et au-delà. Les résultats sont aussi éclairés par 15 entretiens d'informateur.trice.s clé.e.s avec des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes, des acteur.trice.s politiques et des expert.e.s. Parmi les contributeur.trice.s, 60 % étaient des hommes et 40% des femmes, dont 52% des expert.e.s venaient d'Afrique, 14% des Caraïbes, 14% du Pacifique et 20% hors de la région ACP.

À PROPOS DE LA FACILITÉ INVESTMENT CLIMATE REFORM (ICR)

La **Facilité ICR** propose de l'aide ciblée, sur demande aux parties intéressées publiques et privées dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour l'amélioration de leur climat d'investissement et de leur environnement des affaires. Nos expert.e.s local.e.s et international.e.s fournissent une assistance technique pour soutenir les efforts des pays ACP dans le développement d'un environnement des affaires plus favorable, inclusif et durable. Il est possible d'étendre les interventions sur 90 journées d'expert.e.s, qui peuvent être utilisées au cours d'une année. Les initiatives d'amélioration de l'environnement des affaires et d'un climat propice à l'investissement peuvent être vastes économiquement, impactant tous les secteurs ou peuvent se concentrer sur un seul secteur ou une seule chaîne de valeur afin de cibler une priorité dans les industries clés comme les agro-industries, le tourisme ou le secteur de la production industrielle. La Facilité ICR accompagne en particulier les demandes dont l'objectif est d'encourager l'émancipation économique des femmes et de la jeunesse.

Pour en savoir plus, pour vérifier votre éligibilité, ou pour faire une demande d'assistance technique, consultez www.icr-facility.eu/request-form

CONTEXTE

UNE POPULATION JEUNE GRANDISSANTE OFFRE BEAUCOUP D'OPPORTUNITÉS, MAIS COMPORTE AUSSI DES DÉFIS

Dans les décennies à venir, les jeunes formeront la plupart de la population des régions d'Afrique, des Caraïbes et des Îles du Pacifique (ACP).¹ Avec les femmes, ils représentent le seul plus puissant potentiel inexploité de ces pays. Selon la Banque africaine de développement, l'exploitation du potentiel de la population de la jeunesse d'Afrique pourrait apporter jusqu'à 500 milliards de dollars au PIB du continent d'ici 2030.² Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que pour les Caraïbes, une augmentation de 10% du taux d'emploi des jeunes pourrait entraîner une augmentation de 1,2% du PIB de la région.³ Tandis que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) estime que la population jeune des Îles du Pacifique présente une opportunité de croissance économique assez importante, mais remarque que ce potentiel n'est pas encore exploité.⁴

À mesure que les ratios de dépendance démographique chutent⁵, les gouvernements ont conscience qu'il y a une marge de manœuvre restreinte pour tirer parti de ce dividende démographique, et plusieurs ont établi des politiques

pour y remédier. Au niveau régional, la Charte africaine de la jeunesse engage les membres de l'Union africaine à prendre certaines mesures concernant l'inclusion socio-économique et l'emploi de la jeunesse.⁶ Environ deux tiers des pays ACP ont aussi établi des politiques générales de jeunesse⁷ et plusieurs ont préparés des Plans nationaux d'action (PNA) sur l'emploi de la jeunesse, souvent en bénéficiant de l'aide de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cependant, développer et appliquer des politiques pour la jeunesse qui soient efficaces présente des défis et leur existence sur le papier ne garantit pas qu'elles permettront d'obtenir un résultat durable et significatif pour les jeunes.

Afin de garantir un changement, nous avons besoin de conditions économiques adéquates, de partenariats solides, d'actions concertées et coordonnées à travers les différents ministères du gouvernement et de réformes de l'environnement des affaires qui impactent positivement l'emploi des jeunes. Et nous avons besoin de l'implication des jeunes pour réaliser ce changement.

LA NÉCESSITÉ DE LA PARTICIPATION DES JEUNES

Les jeunes peuvent stimuler la croissance économique, créer de nouveaux emplois à travers l'entreprise dont ils/elles sont propriétaires et innover dans l'élaboration de politiques. Les jeunes peuvent aussi être des expert.e.s de leur propres contextes et ont besoin d'influence sur la construction de leur avenir. La participation de la jeunesse dans les sphères politiques et civiques promeut le développement de la jeunesse en leur donnant l'opportunité de contribuer à leur société. Cela leur donne aussi une voix dans l'élaboration des politiques et permet d'instaurer une confiance envers les institutions publiques.⁸ Cependant, selon l'indice de développement de la jeunesse du Commonwealth (en

anglais : YDI), la tendance mondiale montre que la participation de la jeunesse dans les structures politiques traditionnelles a décliné.⁹

En moyenne, la participation civique et politique de la jeunesse a diminué mondialement lors de la dernière décennie.¹⁰ Dans les Caraïbes, l'engagement politique et civique de la jeunesse a diminué, tandis qu'il a légèrement augmenté en Asie-Pacifique (de 1,7 points de pourcentage) et en Afrique subsaharienne (de 5 points de pourcentage). Malgré cette légère augmentation, la catégorie « participation politique et civique » était la seule de six autres catégo-

1 Département des affaires économiques et sociales, division de la population. "World Population Prospects 2020." Organisation des Nations Unies, 2021 Web.

2 Banque africaine de développement. « The Potential of Africa's Youth: Demographic Dividend or Demographic Disaster? » (Le potentiel de la jeunesse africaine : Dividende démographique ou désastre démographique ?) Banque africaine de développement, 2012. Web.

3 Programme des Nations Unies pour le développement. « The State of the World's Youth 2014: Youth and the Post-2015 Development Agenda. » (L'État de la jeunesse dans le monde en 2014 : La jeunesse et le programme de développement post-2015) Programme des Nations Unies pour le développement, 2014. Web.

4 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. « Youth and the Millennium Development Goals: A Statistical Review. » (La jeunesse et les objectifs de développement du millénaire : une revue statistique) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, 2014. Web.

5 La Banque mondiale. Ratio de dépendance démographique (% de la population en âge de travailler) - Caribbean small states, Sub-Saharan Africa, Pacific island small states (2023) <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.DPND?locations=S3-ZG-S2>

6 Charte africaine de la jeunesse. Union africaine, 2006 Web. African Youth Charter | African Union (au.int)

7 Youth Policy Organization. (Organisation des politiques pour la jeunesse) « National Youth Policy. » (Politique national pour la jeunesse) Youth Policy Organization. (Organisation des politiques pour la jeunesse) 2023. Web. <https://www.youthpolicy.org/nationalyouthpolicies>

8 Le Commonwealth. « Global Youth Development Index and Report 2020. » (Indice et rapport 2020 du développement mondial de la jeunesse). Le secrétariat du Commonwealth, 2021. Web.

9 Ibid

10 Ibid

ries de l'indice de développement de la jeunesse (les autres catégories étaient : santé et bien-être, éducation, emploi et opportunités, égalité et inclusion, paix et sécurité) à enregistrer une baisse dans le score moyen mondial, et la seule dans laquelle tous les pays ont enregistré en score relativement plus bas que dans les autres catégories.

Il y a plusieurs raisons pour expliquer cette baisse, notamment¹¹ :

- **Un désengagement envers les institutions politiques traditionnelles** : beaucoup de jeunes ont le sentiment que les institutions politiques traditionnelles ne répondent pas à leurs besoins et à leurs intérêts. Ils peuvent aussi penser que ces institutions sont corrompues ou inefficaces.
- **Une augmentation de la polarisation politique** : le paysage politique s'est extrêmement polarisé ces dernières années. Ce qui a rendu plus difficile pour les jeunes de trouver un terrain d'entente avec les autres ou de s'engager dans un dialogue politique qui a du sens.

- **Une méfiance envers l'autorité** : beaucoup de jeunes ont grandi dans une période d'incertitude économique et d'instabilité politique. Ceci a mené à une perte de confiance envers les représentants de l'autorité, notamment les politiciens et les fonctionnaires.
- **Un manque d'opportunité de participation pour la jeunesse** : dans beaucoup de pays, les opportunités de participation à la vie politique et civique pour les jeunes sont limitées. Cela peut être dû à des lois ou à des réglementations restrictives, ou au manque d'initiatives axées sur la jeunesse.

Si la jeunesse des régions ACP n'est pas entièrement désengagée de la participation civique et politique, il y a beaucoup plus de chances qu'elle s'engage dans de nouveaux modes de participation politique et civique telle qu'une participation active dans des mouvements sociaux ou des manifestations. Les décideurs politiques ont donc la responsabilité de s'assurer que les structures, les mécanismes et les processus nécessaires sont en place pour permettre aux jeunes de participer de façon significative dans la société, ce qui s'étend aussi à l'établissement de structures appropriées à leur participation dans le Dialogue public-privé.¹²

DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ (DPP) : UNE BRÈVE DÉFINITION :

Le Dialogue public-privé (DPP) est une approche des prises de décisions politiques qui réunit les gouvernements, le secteur privé et toutes autres parties intéressées concernées. Cela permet aux gouvernements dans le monde entier d'intégrer les perspectives du secteur privé pour développer des solutions aux nombreux défis auxquels les gouvernements font face, tels que la diminution de la pauvreté, la compétitivité nationale, la croissance inclusive. Cela permet une approche des décisions politiques structurée, participative et inclusive.¹³

11 Levine, P., & Lopez-Runcie, D. 2013. Youth Civic Engagement: A Comparative Analysis. (Engagement politique de la jeunesse : une analyse comparative). Palgrave Macmillan and International Youth Foundation. (2016). The State of Youth Political Participation (L'État de la participation politique de la jeunesse)

12 La Banque mondiale. « Youth Civic Engagement : From Disengagement to Participation. » (Engagement civique de la jeunesse : du désintérêt à la participation). Banque mondiale, 2017. Web.

13 Définition adaptée de la Banque mondiale et du Centre international pour l'entreprise privée (CIPE) - Bettcher, K; Herzberg, B; Nadgrodkiewicz, A. Public-Private Dialogue: The Key to Good Governance and Development. (2016).

Ce rapport explore d'avantage le besoin urgent de la participation de la jeunesse dans les DPP ce qui pourrait en définitive, encourager des réformes de l'environnement des affaires (REA) pour l'émancipation économique de la jeunesse.

Ce rapport comprend trois parties :

- **1. Libérer le potentiel : inclusion et impacte de la jeunesse sous-représentée dans les DPP.** *(voir page 11)*
- **2. La représentation de la jeunesse dans les DPP.** *(voir page 17)*
- **3. Recommandations : Garantir l'inclusion de la jeunesse dans les DPP.** *(voir page 26)*

1. LIBÉRER LE POTENTIEL : INCLUSION ET IMPACTE DE LA JEUNESSE SOUS-REPRÉSENTÉE DANS LES DPP

POURQUOI Y A-T-IL UN MANQUE DE REPRÉSENTATION DE LA JEUNESSE DANS LES DPP ?

Le concept de DPP est lié à l'idée selon laquelle les groupes de parties prenantes du secteur privé devraient être représentés et en mesure d'exprimer leurs opinions, craintes et de proposer des solutions aux gouvernements qui mettent en œuvre des politiques et des régulations répondant aux principaux défis auxquels font face les différents pays. Cependant, ce processus n'est pas toujours inclusif et les jeunes et les associations qui les représentent sont rarement impliqués dans les DPP ou, s'ils le sont, n'ont pas le même statut que les autres participant.e.s..

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette exclusion :

Les barrières institutionnelles à la participation de la jeunesse dans les DPP :

Beaucoup de Dialogues public-privés sont conçus pour rassembler des entreprises de grande envergure et des représentant.e.s du gouvernement, car ces groupes sont souvent perçus comme les acteurs économiques les plus influents et les plus importants. Les entreprises axées sur la jeunesse et les associations représentant la jeunesse n'ont peut-être pas (ou ne sont pas perçues comme ayant) le même niveau d'importance en terme d'expertise, d'expérience, de ressources financières, d'influence politique ou de réseau que celui d'entreprises mieux établies. Cela peut rendre plus difficile pour celles-ci d'obtenir une place dans les DPP et autres discussions politiques importantes.

Le capital humain limité de la jeunesse :

Dans beaucoup des pays ACP, le capital humain de la jeunesse est compromis en raison d'un mauvais accès à l'éducation et des opportunités limitées pour une formation de qualité. Cela touche en particulier les populations de jeunes marginalisées, ce qui rend plus difficile pour elles/eux l'acquisition des compétences et des connaissances nécessaires à la participation aux Dialogues public-privés et aux discussions politiques. En outre, l'accès limité à l'éducation et à des formations les empêche de contribuer efficacement à l'élaboration de politiques et à s'impliquer dans les processus de prise de décisions politiques.

Les barrières sociétales à la participation de la jeunesse dans les DPP :

Il y a aussi plusieurs raisons sociétales pour lesquelles les jeunes et en particulier les jeunes femmes, ne sont souvent pas écouté.e.s lors des processus de DPP dans les pays ACP. Il y a une prévalence de la discrimination liée à l'âge, au sexisme et aux préjugés envers les jeunes, comme manquant d'expérience et de compétence pour contribuer de façon significative aux discussions et aux prises de décisions politiques. Tandis que les normes et les valeurs culturelles accordent souvent peu de valeur à la participation de la jeunesse et donne la priorité à l'autorité et aux opinions de personnes plus âgées. Ces facteurs limitent la capacité des jeunes à influencer les DPP et à contribuer au développement de politiques qui affectent leurs vies.

Manque de représentation des femmes :

Il est important de noter que le manque de participation des jeunes femmes dans les DPP est très commun. Cela est dû à la combinaison des facteurs mentionnés ci-dessus et à une chaîne de barrières et d'évènements auxquelles les femmes font face au cours de leurs carrières, allant des difficultés à l'immatriculation et l'officialisation d'une entreprise causées par des lois discriminantes et normes sociales, jusqu'à la croissance de leur entreprise à cause des barrières d'accès aux finances, et en partant de devenir un membre actif d'une entreprise, d'une association ou

d'une chambre de commerce jusqu'à être incluse dans des groupes de travail et de discussion à l'intérieur des DPP. Des normes sociales enracinées, le fardeau du travail non payé et le manque de sécurité pour les femmes sont aussi des problèmes importants. Un Rapport ICR à part concernant la participation des organisations de femmes dans les DPP explore ces problèmes plus en détails et peut être trouvé ici.

[L'inclusion des femmes et des associations de femmes dans le dialogue public-privé dans les pays ACP](#)

LES AVANTAGES DE L'INCLUSION DE LA JEUNESSE DANS LES DPP

En prenant en considération l'importante population de jeunes dans les régions ACP, ce n'est pas seulement fondamental à leur droits mais c'est aussi bénéfique aux prises de décision efficaces, à l'emploi et au développement de la société en général d'assurer leur participation politique et sociale active.¹⁴ La grande majorité des emplois dans ces régions sont dans les micro-entreprises et les PME, dont une portion de ces entreprises est dirigée par de jeunes entrepreneurs.euses. C'est pourquoi il devient primordial de reconnaître que si l'emploi et la croissance économique nous tiennent à cœur, nous devons aussi donner la priorité et soutenir des initiatives dirigées par la jeunesse.

L'implication de la jeunesse dans l'élaboration de politiques peut stabiliser les systèmes démocratiques sur différents niveaux et encourager leur engagement envers les principes démocratiques et une culture imprégnée des droits humains.¹⁵ Des mécanismes d'inclusion qui se concentrent spécifiquement sur la jeunesse dans les prises de décisions politiques et sociales, tels que les DPP, offrent de nombreux avantages.

Par exemple :

Une création des politiques plus pertinente et plus efficace :

Un proverbe africain dit: « celui qui porte les chaussures sait exactement là où elles font mal ». L'implication de la jeunesse et des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes dans les DPP garantit la compréhension et la prise en compte de leurs besoins et de leurs perspectives lors du développement des politiques et de réformes qui les affectent. Comme Mattias Lundberg, économiste sénior à la Banque mondiale, déclare :

« Nous avons besoin de comprendre les problèmes réels et concrets auxquels font face les jeunes et quelles étapes concrètes nous pouvons entreprendre pour leur permettre de soulager ces problèmes. Cela signifie qu'il faut inclure dans la conversation les agences de services pour la jeunesse et les jeunes eux-même. »

*Mattias Lundberg,
économiste sénior à la Banque mondiale*

Une participation active de la jeunesse dans l'élaboration de politiques joue un rôle vital pour garantir que les politiques et les initiatives répondent de manière efficace à leurs besoins et défis spécifiques, entraînant une meilleure participation de la jeunesse ainsi que des solutions plus pertinentes et percutantes affectant directement leurs vies.¹⁶

Une meilleure prise de décision :

La recherche suggère aussi qu'une plus grande diversité et inclusion des différentes voix (représentant la jeunesse, les femmes, différents groupes ethniques, d'éducation ou socio-économique etc.), mène à une meilleure prise de décision.¹⁷ Car des groupes variés apportent une grande diversité de perspectives, d'expériences et d'idées qui enrichissent le dialogue et promeuvent l'innovation. Par exemple, l'implication de la jeunesse dans les DPP concernant l'accord portant sur la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a permis l'inclusion d'une stratégie de transformation digitale dans l'article 14 du traité, donc assurant une approche au commerce régional tournée vers l'avenir et mettant en valeur le point de vue vital que les jeunes peuvent apporter au processus de décision ([voir page 33](#)) pour une étude de cas plus complète

14 Le Commonwealth. (2017). Youth Mainstreaming in Development Planning. (Opinion majoritaire de la jeunesse concernant la planification du développement) Londres, Royaume-uni : Secrétariat du Commonwealth

15 Carter, B. (2015). Development outcomes of the political and social inclusion of young people. (Résultats du développement de l'inclusion politique et sociale des jeunes). (GSDRC Helpdesk Research Report 1237). (GSDRC Rapport de recherche 1237 du bureau de renseignement). Birmingham, Royaume-Uni : GSDRC, Université de Birmingham

16 Le Commonwealth. « Youth Mainstreaming in Development Planning. (Opinion majoritaire de la jeunesse concernant la planification du développement.) » Le secrétariat du Commonwealth, 2017.

17 Organisation internationale du travail « How to maximize the business benefits of diversity and inclusion. » (Comment maximiser les avantages de la diversité et de l'inclusivité pour l'entreprise.) Organisation internationale du travail, 2022. Web.

sur la ZLECAf). L'inclusion de voix diverses, mène en définitive à un processus de décision plus nuancé, plus efficace et inclusif.

Une meilleure planification, gestion et application :

Lorsque les jeunes sont impliqués dans le processus de prise de décision, il est plus probable qu'ils/elles soient plus engagés dans l'application des politiques. Cela peut mener à un meilleur respect des lois et à de meilleurs résultats. En impliquant les jeunes de façon active, l'élaboration de politiques gagne plusieurs avantages en efficacité, notamment des améliorations dans la conception de services, une amélioration de la confiance et de l'implication, ainsi qu'une meilleure budgétisation et de meilleurs résultats.¹⁸ Une

élaboration des politiques qui inclut les perspectives de la jeunesse permet un meilleur ciblage des bénéficiaires clés et amplifie la voix, l'influence et la capacité d'action des jeunes individus. Par exemple, un compte rendu des dépenses publiques de l'Ouganda axé sur la jeunesse en 2016 par le forum parlementaire ougandais des affaires de la jeunesse (en anglais : UPFYA) a permis au gouvernement d'identifier les inefficacités principales dans l'allocation des ressources et son soutien pour les jeunes. Le forum parlementaire ougandais des affaires de la jeunesse comprends 78 jeunes membres du parlement, et le compte-rendu a permis de faire des recommandations clés afin de réduire les écarts de soutien concernant l'aboutissement des réformes de la santé et de l'emploi liées aux jeunes.¹⁹

ÉTUDE DE CAS : Les avantages de l'implication des jeunes dans les DPP : Le forum européen de la jeunesse et le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse

De bons exemples de modèles de DPP inclusifs de la jeunesse sont le forum européen de la jeunesse²⁰ et le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse²¹, un mécanisme clé de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse. Ces plateformes donnent du pouvoir aux jeunes afin qu'ils/elles participent activement à l'élaboration de politiques qui affectent directement leurs vies. Le forum européen de la jeunesse, représentant 104 conseils nationaux de la jeunesse et ONG internationales de la jeunesse dans toute l'Europe, permet de donner une voix aux jeunes européens dans les discussions politiques au niveau de l'UE. Le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse fonctionne sur des cycles de 18 mois se concentrant sur un thème différent à chaque fois, comme établi par le conseil des ministres de la jeunesse. Le cycle en cours (de 2022 à mi-2023) met l'accent sur « Se mobiliser ensemble pour une Europe durable et inclusive » en s'alignant directement avec les objectifs pour la jeunesse européenne 3 : Sociétés inclusives et 10 : Une Europe verte durable. Le processus, facilité par des groupes de travail nationaux, inclut des consultations et des activités avec les jeunes, les organisations pour la jeunesse et les décideurs politiques de chaque pays membre.

Grâce au dialogue, une grande variété de sujets sont abordés, dont la durabilité, l'égalité des genres, la santé mentale et le bien-être, la qualité de l'emploi et les sociétés inclusives. Le but est de s'adresser à tous les jeunes, en particulier à ceux/celles qui ont moins d'opportunités ou qui ne sont pas encore impliqués.

Ces dialogues jouent un rôle primordial pour éclairer la prise de décision des politiques de l'UE, garantissant la prise en compte de l'opinion des jeunes dans lors des prises de décisions clés. Par exemple, les discussions sur la qualité de l'emploi après le départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne ont influencé les initiatives de l'UE telles que la garantie renforcée pour la jeunesse²² qui correspond à un engagement de la part de tous les États membres à garantir que tous les jeunes de moins de 30 ans reçoivent une offre d'emploi, une formation continue, un apprentissage ou un stage de qualité dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou la fin de leurs études.

18 Carter, B. (2015). Development outcomes of the political and social inclusion of young people. (Résultats du développement de l'inclusion politique et sociale des jeunes). (GSDRC Helpdesk Research Report 1237). (GSDRC Rapport de recherche 1237 du bureau de renseignement). Birmingham, Royaume-Uni : GSDRC, Université de Birmingham

19 Ibid

20 [Representing Europe's youth | European Youth Forum](#)

21 [Get involved | European Youth Portal \(europa.eu\)](#)

22 [The reinforced Youth Guarantee – Employment, Social Affairs & Inclusion – European Commission \(europa.eu\)](#)

Les aboutissements de ces dialogues sont débattus aux conférences européennes de la jeunesse, tenues deux fois par ans, où les représentant.es de la jeunesse et les décideur.es politiques collaborent afin de présenter un message commun à l'UE. Les conclusions sont ensuite présentées au conseil de l'Union Européenne²³, menant potentiellement à l'adoption du document politique incluant les vues de la jeunesse.

Un exemple de ceci a été la création de 11 objectifs pour la jeunesse²⁴ en 2018, qui ont été intégrés à la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse à la suite de processus politiques et de négociations au sein du conseil de l'UE. Ces objectifs reflètent la vision des jeunes et visent à mobiliser les instruments politiques de l'UE, ainsi qu'à inciter les parties intéressées à agir au niveau national, régional et local.

Avantages économiques :

Les entreprises dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes ont le potentiel de stimuler la croissance économique et de créer des opportunités d'emploi, en particulier dans les secteurs tels que celui de la technologie et l'innovation à travers les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME). Par taille d'entreprise, les MPME (dans le secteur formel et informel) sont celles qui emploient le plus de personnes à travers la région ACP et ont l'un des potentiels les plus importants de création d'emploi pour la jeunesse.²⁵ Cependant, à cause de leurs ressources limitées et de leur manque de capacité d'argumentation elles sont souvent exclues des DPP. Selon Karen Moore de la fondation mastercard, c'est un problème auquel il faut trouver une solution²⁶:

« Le réel défi [pour les DPP] est de pouvoir « élargir le filet » et d'impliquer les personnes et les entreprises, telles que les MPME et les plus petites entreprises qui ont des difficultés à se faire entendre. »

Karen Moore, Fondation Mastercard

Augmenter l'implication de la jeunesse et des MPME dans des DPP est donc primordial pour soutenir la croissance économique et l'emploi dans la région ACP. La participation de celles-ci garantit l'inclusion de leurs points de vue uniques et de leurs besoins dans l'élaboration des politiques permettant des stratégies économiques plus efficaces et inclusives qui bénéficient directement à la plus grande population démographique de ces régions.

Un capital social amélioré :

En impliquant activement les jeunes dans les DPP, ils/elles peuvent développer une meilleure compréhension de leurs droits, améliorer leur confiance et leur estime de soi et acquérir de précieuses compétences qui seront bénéfiques pour eux et pour leurs communautés locales.²⁷ Cela donne l'opportunité aux jeunes d'en apprendre plus sur le processus politique, sur la façon dont les parties prenantes peuvent être tenues responsables, ainsi que sur la façon dont on peut changer les choses.

Développement de la confiance :

L'intégration de la jeunesse dans les DPP serait une étape importante dans le développement de la confiance entre le gouvernement, la jeunesse et le secteur privé. Les jeunes représentent non-seulement une partie de la société, mais ils/elles sont aussi l'avenir de cette société. En les impliquant dans les prises de décisions politiques aujourd'hui, nous assurons non-seulement que leurs intérêts sont entendus et adressés, mais aussi nous créons une culture politique qui leur donne le pouvoir de participer activement au façonnement de l'avenir du pays. Cette approche inclusive à la prise de décisions politiques encourage la transparence et la compréhension mutuelle, développant un environnement où les inquiétudes et les aspirations de chaque partie intéressée sont reconnues et respectées. Lorsque les jeunes constatent que leurs intérêts sont représentés et leurs voix entendues, cela crée non-seulement un sentiment de responsabilité et d'engagement envers l'aboutissement de ces dialogues, mais aussi permet de voir les gouvernements et le secteur privé comme des partenaires fiables. Cela est primordial en particulier après les périodes de conflits ou la reconstruction de la confiance est un critère

23 [Council of the European Union – role | European Union \(europa.eu\)](#)

24 [EU jeunesse | European Youth Portal \(europa.eu\)](#)

25 Ayele, S., Glover, D., and Oosterom, M. « Youth Employment and the Private Sector in Africa. » (l'emploi des jeunes et le secteur privé en Afrique) IDS Bulletin Vol. 49 No. 5, 2018. Web.

26 Prise de parole lors du 9ème atelier DPP portant sur le Dialogue Public-Privé du développement de l'entreprise pour l'inclusion et la jeunesse, 2017 2017 Workshop Papers and Presentations – Public Private Dialogue

27 Carter, B. 2015. Development outcomes of the political and social inclusion of young people. (Résultats du développement de l'inclusion politique et sociale des jeunes). (GSDRC Helpdesk Research Report 1237). (GSDRC Rapport de recherche 1237 du bureau de renseignement). Birmingham, Royaume-Uni : GSDRC, Université de Birmingham

fondamental pour une paix et un développement durable. À travers le temps, l'amélioration de cette confiance peut faciliter plus efficacement l'application de politiques, stimuler l'innovation et l'investissement et à terme mener à une société plus harmonieuse et prospère.

Innovation et force directrice pour un changement :

Les jeunes, grâce à leur connaissances des nouvelles technologies et leurs expériences de premier plan avec les défis modernes, peuvent apporter des idées innovantes et de nouvelles solutions au processus de DPP. Leur vision, façonnée par les réalités du monde dans lequel ils/elles vivent, peut insuffler une vitalité et une diversité indispensable aux dialogues politiques. Leur approche distincte à la participation sociale et politique, contrairement aux autres

adultes, peut aussi inspirer de nouveaux mécanismes pour l'engagement dans les DPP. Par exemple, les grèves pour le climat autour du monde, inspirées par Greta Thunberg, ont mis en lumière le pouvoir de la mobilisation de la jeunesse et des réseaux sociaux pour la défense de ses opinions. Cette approche a non-seulement changé les modes de participation politique traditionnels mais a aussi permis d'illustrer la façon dont la jeunesse peut contribuer efficacement aux dialogues politiques portant sur des problèmes mondiaux comme le changement climatique.

En effet, la recherche récente a démontré que les jeunes ont tendance à être plus conscients de la société et de l'environnement et font preuve de plus de motivation pour se concentrer sur des comportements durables.²⁸ C'est aussi vrai pour la région ACP, comme l'étude de cas ci-dessous le montre :

ÉTUDE DE CAS : Réforme politique sur le climat menée par les jeunes aux Fidji

Dans les régions comme les îles du Pacifique, là où l'impact du changement climatique est une menace existentielle, l'engagement de la jeunesse dans la création de politique n'est pas seulement souhaitable mais elle est impérative.

Le rassemblement Youth4Pacific: Pre-COP²⁹, soutenu par le gouvernement britannique, a été organisé par des organisations axées sur la jeunesse telles que Active Citizens Pacific (citoyen.ne.s actif.ve.s du Pacifique), Alliance for Future Generations [Fiji] (alliance pour les générations futures [Fidji]), Sustainable Ocean Alliance (SOA) (alliance durable du Pacifique) et 350.org Pacific. Attirant plus de 600 personnes des îles du Pacifique, ce rassemblement a permis aux participant.es d'avoir une plateforme pour discuter des problèmes urgents liés au climat et d'élaborer une déclaration puissante. Cette déclaration, présentée aux dirigeant.es mondiaux.ales, demandait l'insertion de stratégies répondant aux problèmes climatiques, la reconnaissance de la jeunesse en tant qu'experte de l'adaptation au climat, et une réduction significative des émissions de carbone. Cette déclaration a aussi souligné l'importance de combiner la science avec les connaissances traditionnelles de l'environnement des prises de décisions politiques, représentant un mélange harmonieux de sagesse moderne et traditionnelle dans l'action climatique.

En particulier, cette déclaration a aussi appelée à localiser et à mettre en contexte les engagements envers l'énergie propre en investissant dans des entrepreneur.euse.s vert.e.s. Elle est ainsi impliquée dans le secteur privé, reconnaissant le rôle primordial de celui-ci dans la transition vers l'énergie propre et la reconnaissance du potentiel de l'entrepreneuriat dans le développement de solutions innovantes contre le changement climatique.

Comme l'a déclaré Komal Kumar, un activiste fidjien pour le climat et un représentant de Sustainable Ocean Alliance pour les îles du Pacifique : « *Cet événement est une opportunité de partager nos connaissances. Il permet de reconnaître qu'en tant que jeunes, nous possédons les compétences et les expériences nécessaires pour nous mobiliser. Nous pouvons articuler nos inquiétudes et tirer profit de ces bonnes pratiques pour faire pression sur les dirigeant.e.s mondiaux pour qu'ils/elles effectuent le changement dont nous avons besoin, au rythme nécessaire, pour éviter un changement climatique catastrophique.* »

28 Tomomi Yamane, Shinji Kaneko. La jeune génération est-elle une force directrice vers la réalisation des objectifs du développement durable ? Sondages expérimentaux. Journal of Cleaner Production, 2021; 292: 125932 DOI: 10.1016/j.jclepro.2021.125932

29 [Youth4Pacific Pre-COP Gathering](#)

DOMAINES PERTINENTS DE LA JEUNESSE POUR UN DPP PERCUTANT

Il est important de noter que la réussite de la participation de la jeunesse dans tout DPP dépend de la pertinence et de l'importance du sujet de discussion et des changements transformateurs potentiels provenant des réformes qui en découlent. Bien sûr, ni la jeunesse en tant que groupe, ni les pays ACP en tant qu'ensemble ne sont homogènes. Ils varient grandement. Il est donc primordial d'adopter une approche guidée par le contexte dans toute initiative de DPP et d'établir une compréhension complète des besoins des parties intéressées et des problèmes du marché du travail local pour tous.les jeunes, notamment les femmes et ceux/elles d'autres groupes marginalisés. La boîte à outils de la Facilité ICR *Du dialogue public-privé (DPP) aux DPP axés vers un résultat (DPPR1)*³⁰, peut être une ressource utile à l'évaluation du contexte et aux développements d'initiatives axées sur le résultat.

Ceci étant dit, alors que les facteurs contextuels peuvent différer dans la région ACP les jeunes sont généralement préoccupés par les problèmes relevant de la pauvreté et du chômage. Par exemple, un sondage effectué parmi la jeunesse africaine a révélé que les problèmes économiques étaient la préoccupation la plus urgente des jeunes, et

le chômage le problème le plus important.³¹ La moitié des personnes interrogées (50%) ont identifié les problèmes économiques comme étant le problème le plus critique, dépassant toutes les autres catégories, comme les problèmes environnementaux, d'infrastructure, sociaux et politiques combinés. Alors que le taux de chômage reste le principal problème de la jeunesse en Afrique, il y a d'autres variations dans les résultats selon les pays, avec des problèmes tels que des pénuries de nourriture, l'approvisionnement en eau, la gestion de l'économie, la santé, la corruption, les impôts, le crime et la sécurité considérés comme plus urgent dans certains pays.

Les deux autres rapports dans cette série sur les REA pour l'entrepreneuriat et l'emploi de la jeunesse ont aussi identifié des thématiques et des domaines d'intérêt communs aux jeunes à travers la région ACP et ont donné des recommandations concernant des réformes clés qui pourraient être poursuivies à travers les DPP. De plus, ces mêmes sujets ont été constamment soulignés lors des entretiens effectués pour ce rapport, insistant encore plus sur leur importance. Se référer aux [rapport REA](#) pour l'entrepreneuriat des jeunes en ACP pour plus d'information.

30 Facilité Investment Climate Reform (Facilité ICR) « Du dialogue public-privé (DPP) aux DPP axés vers un résultat (DPPR). » International Climate Risk Initiative Facility (Facilité Initiative Internationale du Risque Climatique) (ICR Facility), non daté. Web. (Publication à venir en 2023)

31 Kalantaryan, S and McMahon, S. 2020. Youth Perspectives in Africa: what are the most important issues for 18- to 35-year-olds? (Le point de vue de la jeunesse en Afrique : Quels sont les problèmes les plus importants pour les 18-35 ans ?) Rapport Technique par le Centre commun de recherche (en anglais : JCR), commission européenne.

2. LA REPRÉSENTATION DE LA JEUNESSE DANS LES DPP

Cette section se concentre sur la façon dont la jeunesse s'implique dans le processus de DPP et se plonge plus en détails dans la façon principale d'être représenté : les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes. Elle explore les tendances de la prévalence de ces associations à travers la région ACP, leurs priorités, les défis et les limitations auxquelles font faces ces associations et comment soutenir leur création et leur développement.

PARCOURS DIVERSIFIÉS DE L'ENGAGEMENT DE LA JEUNESSE DANS LES DPP

Les jeunes peuvent s'impliquer dans les DPP de plusieurs façons :

- Participer dans des organisations dirigées par des jeunes :** Beaucoup de jeunes sont impliqués dans les DPP à travers des organisations et des initiatives menées par des jeunes. Ces groupes, qui se concentrent souvent sur des problèmes spécifiques tels que le changement climatique, l'éducation ou le développement économique, proposent une plateforme pour que les jeunes puissent exprimer leurs opinions et contribuer aux dialogues politiques.
- Activisme :** Beaucoup de jeunes s'engagent dans les DPP grâce à l'activisme. Ils/elles peuvent faire campagne pour un changement de politiques, faire pression sur des décideurs politiques, ou sensibiliser le public concernant certains problèmes.
- Activisme numérique :** Avec la prolifération des technologies numériques, beaucoup de jeunes se tournent vers des plateformes en ligne pour s'engager dans les DPP. Ils/elles utilisent les réseaux sociaux, des blogs et des forums en ligne pour aborder des problèmes, attirer l'attention des décideurs politiques et mobiliser du soutien pour certaines politiques.
- Mouvements populaires :** Les mouvements populaires sont souvent menés par la jeunesse et fournissent une approche ascendante au DPP. Ces mouvements, tels que le mouvement de grève pour le climat, permettent aux jeunes de faire pression pour effectuer un changement de politiques à plus grande échelle.
- S'impliquer dans des organes de décisions politiques :** Certain.e.s jeunes sont impliqué.e.s dans les DPP à travers leur participation dans des organes de décisions politiques, des commissions et des comités. Dans ces espaces, ils/elles peuvent influencer directement les politiques, donner leur point de vue et participer aux processus de prises de décisions.
- Consultations de la jeunesse :** Les gouvernements, les entreprises et les organisations internationales organisent souvent des consultations de la jeunesse afin de recevoir un avis de la part des jeunes sur différents sujets. Ces consultations donnent une plateforme à la jeunesse pour qu'elle puisse contribuer à la discussion et au processus de prise de décision des politiques la concernant.

Les processus de DPP les plus efficaces impliquent une grande diversité de jeunes de différents milieux, secteurs et centres d'intérêts afin d'assurer une large représentation des idées et des solutions.

LE RÔLE DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET COMMERCIALES AXÉES SUR LES JEUNES

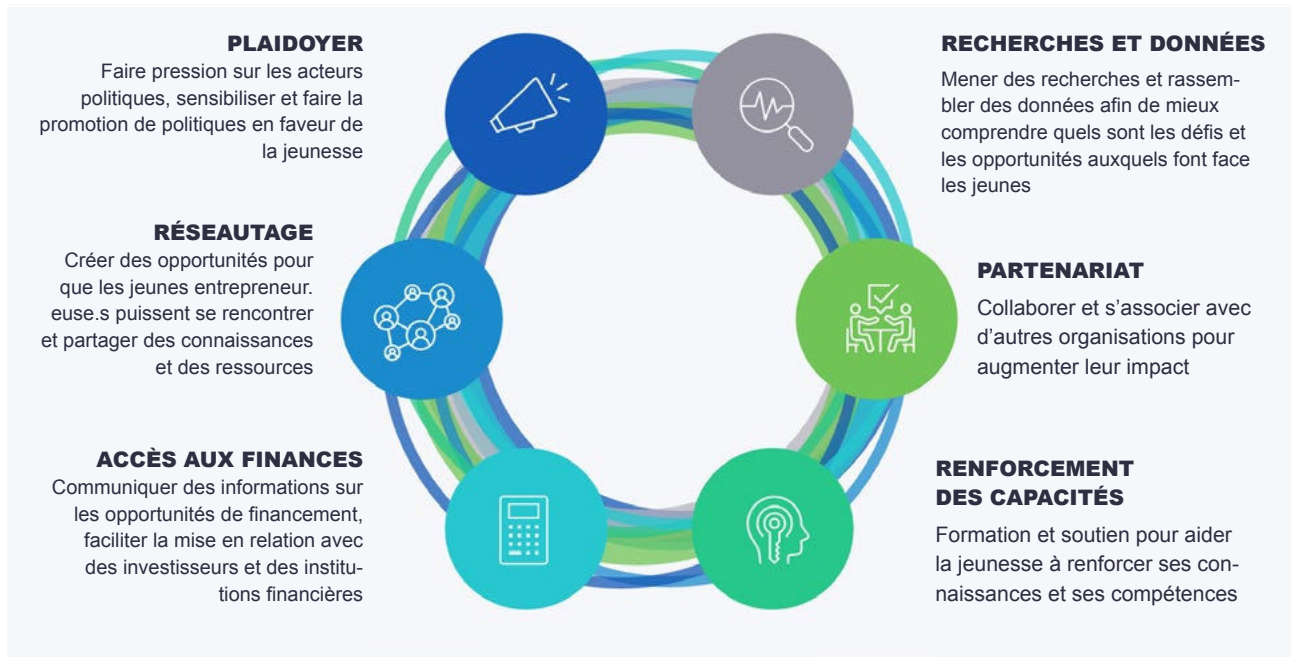
Comme il est possible de constater ci-dessus, les jeunes ont reconnu que de s'organiser et d'être représentés dans différentes structures leur permet d'avoir une voix plus importante et de garantir que leurs préoccupations soient comprises. En particulier, les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes jouent un rôle vital pour celles/ceux qui défendent les sujets concernant l'émancipation économique et l'emploi des jeunes. C'est l'une des raisons pour laquelle Facilité ICR travaille avec ce type d'organisation.

Ces associations donnent une plateforme aux jeunes entrepreneurs.euses et aux jeunes professionnel.les afin qu'ils/elles puissent entrer en relation, collaborer, et défendre leurs intérêts. En se retrouvant dans ces associations axées sur la jeunesse, les jeunes peuvent échanger des idées, partager des expériences et répondre collectivement aux défis auxquels ils/elles font face dans la sphère économique. Ces structures permettent non-seulement à la jeunesse d'avoir une seule et même voix mais facilitent aussi leur participation active dans l'élaboration de politiques, influençant les processus de prises de décision, et initiant

un changement positif dans leurs communautés. Grâce à la force de leurs efforts collectifs, les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes donnent du pouvoir à la jeunesse afin qu'elle puisse avoir un impact qui

à du sens et contribuer au développement et à la prospérité des autres jeunes. Ce sont les mécanismes clés grâce auxquels la jeunesse peut s'exprimer et être entendue dans les processus de DPP.

Figure 1. Les priorités et les fonctions principales des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes



Source : Propre de l'auteur (2023)

LES TENDANCES DE LA PRÉVALENCE DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET COMMERCIALES AXÉES SUR LES JEUNES

La prévalence des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes varie selon les pays et les régions. Dans des économies plus développées, telles que l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria, il y a des associations bien établies aux connexions fortes avec le secteur privé et les agences du gouvernement. En revanche, d'autres pays ont des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes naissantes ou moins développées qui ont des difficultés à gagner en visibilité et en crédibilité chez les parties prenantes.

Elles varient en taille, structure et centre d'intérêt, allant des réseaux informels de jeunes entrepreneurs.euses à des associations officielles représentant des secteurs ou des industries spécifiques. Généralement, elles ont tendances à faire partie des **catégories suivantes** :

- Associations d'entrepreneuriat axées sur la jeunesse, ex: [Organisation des jeunes entrepreneurs d'Afrique](#) et

[l'Organisation des Jeunes Patrons \(OJEP\)](#) au Mali ([voir l'étude de cas ci-dessous](#)).

- Les associations axées sur la jeunesse portant sur un secteur en particulier, ex : [Rwanda Youth in Agribusiness Forum](#) ([le forum de la jeunesse du Rwanda dans l'agro-industrie](#))
- Associations axées sur les femmes (elles peuvent aussi inclure les jeunes femmes mais ont tendances à se concentrer sur toutes les femmes en général, dont les femmes de plus de 35 ans) ex : [Women in Mining Ghana](#) ([Les femmes dans le secteur minier au Ghana](#)).
- Réseaux d'entreprises sociales soutenant la jeunesse, ex : [Enactus](#) qui se concentrent de plus en plus sur les pays ACP.
- Des branches pour la jeunesse affiliées à des syndicats ou des chambres de commerces ex : [Tonga National Youth Congress \(TNYC\)](#) ([Congrès de la jeunesse nationale des Tonga](#))

- Les conseils nationaux de la jeunesse qui agissent comme une organisation faitière pour des associations pour la jeunesse plus larges, ex : [National Youth Council of the Cook Islands \(conseil national de la jeunesse des îles cook\)](#).
- Réseaux informels sans aucune immatriculation ou présence en ligne.

S'il ne peut y avoir de réponse définitive concernant le nombre total d'associations professionnelles axées sur les jeunes existant dans toute la région ACP, elles semblent être assez courantes en Afrique là où il y a des réseaux solides pour les jeunes entrepreneur.euse.s et les jeunes professionnel.le.s travaillant dans des secteurs clés au niveau national et continental. Par exemple, le Conseil professionnel de la jeunesse Afrikane (en anglais : AfYBC)³² est un sommet associatif continental pour les organismes, les institutions et les associations privés dirigés par la jeunesse en Afrique défendant un environnement politique des affaires en faveur de la jeunesse et qui est très impliqué dans les DPP portant sur la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) [voir page 33](#)). Tandis qu'au niveau local, sectoriel, le réseau de jeunes pisciculteur.trice.s et d'aquaculteur.trice.s à incubation (en anglais : African Youth in Livestock Fisheries and Aquaculture Incubation Network)³³ s'impliquait dans le développement des politiques de pisciculture pour la Communauté d'Afrique de l'Est.

Dans les Caraïbes, aux côtés de certaines organisations portant sur un secteur en particulier, il existe un réseau de

fonds des jeunes entrepreneur.euse.s³⁴ (en anglais : YBTs) établi en 2012 par Youth Business International (YBI) à travers un projet financé par l'agence des États-Unis pour le développement international. Ces organisations sont maintenant des membres actifs du réseau international de YBI et se concentrent sur une variété de sujets, dont le chômage, l'entrepreneuriat, et l'innovation. Les fonds des jeunes entrepreneur.euse.s dans les Caraïbes entreprennent de nombreuses activités pour soutenir les jeunes entrepreneur.euse.s, notamment le plaidoyer et de soutien politique, des formations au commerce, des mentorats, des opportunités de réseautage et de collaboration, ainsi qu'un accès aux finances et aux marchés.

Dans les pays des îles du Pacifique, les associations de commerce axées sur la jeunesse paraissent peu nombreuses en comparaison même s'il existe plusieurs plateformes et organisations qui encouragent l'émancipation des jeunes et leur représentation sur des questions de développement plus vastes telles que celles du changement climatique. Le conseil de la jeunesse du Pacifique (en anglais : PYC)³⁵, est une organisation régionale représentant dix conseils nationaux de la jeunesse à travers la région Pacifique. Cette organisation a joué un rôle important dans l'obtention de l'approbation ministérielle d'une structure pour le développement de la jeunesse du Pacifique (en anglais : PYDF)³⁶ sur 10 ans, qui fait de l'emploi de la jeunesse sa principale priorité et l'entrepreneuriat de la jeunesse un domaine clé de résultat.

ETUDE DE CAS : Organisation des Jeunes Patrons (OJEP), Mali³⁷

L'organisation des Jeunes Patrons (OJEP) au Mali a été créée en 2017 comme une organisation apolitique rassemblant 600 jeunes entrepreneur.euse.s (jusqu'à 45 ans) venant de tous les secteurs d'activité. Cette organisation comporte de nombreuses branches, notamment : OJEP Women (femmes), OJEP Leaders (dirigeant.es), OJEP Aspirants, OJEP Managers et elle a plusieurs forums régionaux à travers le pays.

Sa mission est de défendre les intérêts des jeunes entrepreneur.euse.s membres, de les représenter dans tout les organes de prises de décisions concernant des projets et programmes nationaux et internationaux de promotion de l'entrepreneuriat de la jeunesse et de jouer un rôle d'accompagnement en apportant de l'aide opérationnelle et un renforcement des capacités. Les principaux services proposés aux membres

32 [YouLead Africa](#)

33 International Business and Investment Advisory Services (IBAR) (Services de conseil pour l'investissement et les affaires internationales) « Youth Business Caribbean. » International Business and Investment Advisory Services (IBAR) (Services de conseil pour l'investissement et les affaires internationales) Web. [Search \(au-ibar.org\)](#)

34 Youth Business Caribbean – YBC | [Youth Business Caribbean](#)

35 Pacific Youth Council (Conseil de la jeunesse du Pacifique) - <http://pacificyouthcouncil.com/>

36 Pacific Youth Development Framework. (structure pour le développement de la jeunesse du Pacifique) Pacific Youth Council (Conseil de la jeunesse du Pacifique), 2018, https://www.spc.int/sites/default/files/resources/2018-05/Pacific_Youth_Development_Framework.pdf

37 TPSD Facility, *Mission d'analyse et de recommandations sur la facilitation d'un dialogue public-privé au Mali*, 2021

sont des services de renforcement des capacités, notamment de l'aide pour remplir une déclaration d'impôt, pour collecter des fonds et concernant les impôts en général. Ses activités principales sont :

- L'établissement du « Forum économique des jeunes entrepreneurs » (FEJE) qui a déjà rassemblé 500 personnes lors de trois rassemblements.
- Un programme de récompense pour les jeunes entrepreneurs – « Nuit du Jeune Patron ».
- L'organisation des ateliers « Rebond gagnant » permettant de relancer les entrepreneur.euse.s qui ont échoué dans la création de leur entreprise en leur proposant une formation, un accompagnement et des financements.
- Le lancement d'une compétition entrepreneuriale dans les universités du pays qui est aussi apparue à la télévision nationale.
- L'organisation d'une « session d'écoute » avec les candidats à l'élection présidentielle 2018 du Mali, concernant leurs programmes économiques et leurs plans pour la création d'emploi pour les jeunes.
- La mise en place d'un « Baromètre » pour la promotion de l'entrepreneuriat social qui a entraîné des articles de presse faisant au gouvernement des suggestions d'actions pouvant être prises en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes.
- La participation au Dialogue National Inclusif (DNI).

En terme de défense de leurs causes, leurs plus grandes réussites jusqu'à présent comprennent :

- La création d'un ministère de l'entrepreneuriat au gouvernement.
- La reconnaissance institutionnelle du « baromètre ».
- La création d'un partenariat avec les services d'imposition afin de faciliter les processus de déclaration d'impôt des jeunes entrepreneur.euse.s.
- La participation de représentants du gouvernement au Forum Économique de Jeunes Entrepreneurs.

PROGRAMME, OBJECTIFS ET PRIORITÉS DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET COMMERCIALES AXÉES SUR LES JEUNES

Ces différents types d'organisation ont des objectifs et des priorités différentes et vastes, mais elles sont toutes guidées par une même mission : représenter et faire avancer les intérêts des jeunes dans leurs domaines respectifs.

Par exemple, les associations entrepreneuriales ont pour but de donner plus de pouvoir aux jeunes entrepreneur.euse.s en leur donnant une plateforme leur permettant de développer leur réseau, d'avoir un mentor et d'avoir accès à des financements. Elles veulent aussi influencer les changements de politique améliorant l'environnement des affaires pour les startups et les petites entreprises, et donc contribuent à la création d'emplois et de croissance économique. Des associations d'entrepreneuriat de la jeunesse agissent sur un secteur en particulier, s'occupent de trouver des solutions aux défis propres à leurs secteurs. Leurs objectifs concernent souvent l'amélioration de la participation de la jeunesse dans des prises de décisions concernant un secteur, l'encourage-

ment de l'innovation, et la défense de politiques améliorant l'accès au marché du travail et l'augmentation de l'emploi de la jeunesse dans ce secteur.

Les réseaux d'entreprises sociales axés sur les jeunes font pression pour que l'entrepreneuriat social soit reconnu et soutenu en tant que voie vers le développement durable. Ils défendent activement des environnements de réglementation et de législation favorables qui encouragent l'entrepreneuriat social et développent des partenariats entre les entreprises sociales, le gouvernement et le secteur privé. Tandis que les Conseils Nationaux de la Jeunesse agissent en tant qu'organisation faîtière, représentant divers intérêts de la jeunesse. Ils défendent la participation de la jeunesse dans des processus de prises de décisions à tous les niveaux et se concentrent souvent sur des questions plus générales telles que l'emploi de la jeunesse, l'éducation, la santé, et l'engagement citoyen.

La variété des programmes et des objectifs de ces organisations souligne la diversité et l'étendue des intérêts de la jeunesse. La reconnaissance et l'insertion de ces points de vue variés dans les processus de DPP, améliore l'inclu-

sivité, la pertinence et l'efficacité des objectifs de ces politiques, et à terme, crée des systèmes démocratiques plus solides et réactifs.

DÉFIS ET CONTRAINTES AUXQUELS FONT FACE LES ASSOCIATIONS DE COMMERCE AXÉES SUR LA JEUNESSE

Les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes font faces à différents défis qui peuvent limiter leur efficacité et leur influence sur les réformes politiques.

Les principaux défis incluent :

- **Des ressources limitées :** Les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes ont souvent des ressources humaines et financières limitées ce qui peut réduire leurs capacités à représenter leurs membres de manière efficace et à s'impliquer dans les discussions de politique.
- **Influence limitée sur les grandes organisations longtemps établies du secteur privé :** Elles n'ont peut-être pas de connexions solides avec de grandes organisations longtemps établies du secteur privé qui dominent les DPP limitant la capacité des associations pour la jeunesse à influencer les réformes politiques.
- **Inégalité des genres :** La représentation des femmes dans les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes peut être disproportionnellement basse, ce qui peut limiter la capacité des associations à répondre à des questions spécifiques aux inégalités des genres afin de promouvoir l'égalité des genres.
- **Faible représentation des MPME :** Peut être difficile d'identifier, d'entrer en contact avec et de fournir une plateforme significative pour les MPME à cause de leur haut niveau d'informalité et de leur faible visibilité.
- **Opportunités limitées pour s'adresser aux décideurs.euses politiques :** Elles peuvent trouver difficile de trouver des opportunités pour s'adresser aux décideurs.euses politiques, en particulier si le gouvernement n'a pas de plateforme dédiée à l'implication des organisations axées sur la jeunesse.
- **Contraintes liées aux capacités :** Beaucoup n'ont pas les compétences et l'expertise nécessaires pour défendre de façon convaincante les besoins de leurs membres et pour contribuer aux discussions politiques. Cela inclut un manque de connaissance en évaluation des politiques et en techniques de négociation.
- **Manque de crédibilité et normes sociales :** Dans certains cas, elles sont difficilement prises au sérieux par le gouvernement et d'autres parties prenantes, qui peuvent les percevoir comme inexpérimentés ou manquant d'expertise.
- **Défis liés à l'inclusivité :** Les associations professionnelles pour la jeunesse ne pourront jamais représenter de façon inclusive tout les secteurs de la jeunesse. Cela peut être difficile de toucher les jeunes des zones rurales, ceux/celles venant de groupes marginalisés, avec des handicaps et les femmes entrant et sortant du marché du travail.

L'étude de cas ci-dessous illustre certains de ces défis :

ÉTUDE DE CAS : Youth Challenge Vanuatu

Contexte :

Les opportunités d'emploi à Vanuatu sont rares, particulièrement pour les jeunes hommes et jeunes femmes sans qualification. Il y a aussi un manque de compréhension de la loi du travail du Vanuatu, donc beaucoup d'employés voient leurs droits du travail bafoués. Youth Challenge Vanuatu (YCV) (Défi Jeunesse Vanuatu) est une organisation non-gouvernementale défendant une égalité des chances devant l'emploi et informant les jeunes sur les droits du travail depuis 2001. Jusqu'à maintenant, elle a eu beaucoup de succès et s'est impliquée dans des DPP portant sur des politiques de la jeunesse nationales et le développement d'un programme d'emploi et de leadership pour la jeunesse.

Défi :

Cependant le YCV fait face à des défis de financement. Comme beaucoup d'associations pour la jeunesse, elle a précédemment réussi à obtenir des financements de l'agence pour le développement et ce ces cinq dernières années. YCV fait partie d'un projet du ministère des affaires étrangères et du commerce (en anglais : MFAT) financé par Oxfam. Le financement s'est arrêté en mars 2023 et leur activité est maintenant suspendue. YCV développe un nouveau plan stratégique qui sera en complète adéquation avec le Plan National de Développement Durable (en anglais : NSDP) du Vanuatu et utilisera ce plan pour défendre et financer des causes pour le futur.

Noel Steven Sawia, directeur de YCV, évoque les principaux obstacles auxquels ils font face :

- Le modèle de financement oblige l'organisation à être guidée par des projets et YCV a besoin de trouver ses financements de base parmi les donateurs.
- YCV a peu de personnel ayant les compétences pour développer et exécuter les plans de promotion et de collecte de fond.
- Les ressources financières limitées réduisent le champ d'action aux zones urbaines, principalement à Port-Vila, mais YCV a besoin d'étendre ses services à d'autres provinces où il y a une grande demande de la part de la jeunesse et des femmes.

L'aide nécessaire :

L'organisation aurait besoin d'un développement de compétence en planification des affaires, organisation durable et gestion des finances afin de rendre l'organisation plus durable et forte. YCV aurait aussi besoin d'une formation pour développer son réseau, défendre ses idées et créer des partenariats afin d'avoir plus d'interactions avec les décideurs.euses politiques, les secteur privé et le représentant.e.s du gouvernement pour avoir plus d'impact.

DE PLUS EN PLUS D'APPELS À LA CRÉATION D'ASSOCIATIONS REPRÉSENTANT LA JEUNESSE

L'envoyé spécial pour la jeunesse de l'ONU encourage les gouvernements autour du monde à mettre en place des groupes de conseil axés sur la jeunesse ou des plateformes pouvant soutenir les ministères nationaux et les délégations locales et aider à contrôler l'application des politiques notamment les politiques économiques.³⁸

De façon similaire, l'OIT a aussi joué un rôle important pour rassembler les jeunes et encourager les gouvernements à les inclure dans les DPP.

L'OIT fait la promotion du concept de « dialogue social », inclusif et sensible à la jeunesse. Le dialogue social est défini par l'OIT pour inclure tous les types de négociations,

³⁸ Envoyé Spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour la Jeunesse « Home. » (Chez soi) Envoyé Spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour la Jeunesse, non daté. Web. [Envoyé Spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour la Jeunesse](#)

consultations ou simplement d'échanges d'information entre ou parmi les représentant.e.s du gouvernement, les employeurs.euses et les employé.e.s, sur des sujets d'intérêt commun portant sur les politiques économiques et sociales.³⁹ En 2022, ils ont organisé un rassemblement de gouvernements, d'employeurs.euses, d'employé.e.s et de jeunes venant de vingt pays différents afin de partager et de proposer des solutions concrètes pour soutenir l'obtention d'un travail décent pour les jeunes grâce au dialogue social et à une cohésion politique.⁴⁰ L'une des recommandations données à l'issue du rassemblement a été d'encourager la mise en place de structures pour la jeunesse solides, telles que des « comités pour la jeunesse », « comités consultatifs pour la jeunesse », et de permettre à ces structures d'entrer en lien avec les processus de DPP officiels.⁴¹

Il y a aussi une prise de conscience grandissante de la nécessité d'impliquer plus de femmes dans les DPP, car leur point de vue peuvent permettre de s'assurer que les politiques et les programmes sont plus inclusifs et efficaces. Selon un rapport de la Banque mondiale⁴², la participation des femmes dans les Dialogues public-privés peut améliorer la qualité des prises de décisions, car elles ont souvent un point de vue et un vécu différent de celui des hommes. De plus, la participation des femmes permet de s'assurer que les politiques et les programmes répondent plus aux besoins des femmes et des filles.

Les décideurs.euses politiques et le gouvernement peuvent apprendre de ces approches et encourager la création de forums similaires pour répondre aux REA pour l'emploi de la jeunesse, comme le montre l'étude de cas ci-dessous :

ÉTUDE DE CAS : Le forum de la jeunesse rwandaise dans l'agro-industrie (en anglais : RYAF)⁴³

Au Rwanda, Rwanda Youth Agribusiness Forum (RYAF – le forum de la jeunesse rwandaise dans l'agro-industrie) a été créé comme une association professionnelle pour la jeunesse à travers l'initiative d'un dialogue public-privé. Les participant.e.s à ce dialogue étaient des représentant.e.s du gouvernement, des parties prenantes du secteur privé et des leaders représentant la jeunesse, ayant pour but de promouvoir la participation de la jeunesse dans le secteur agricole et de répondre aux défis auxquels font face les jeunes agripreneur.euse.s.

La reconnaissance, lors du DPP, du potentiel des agro-industries dirigées par la jeunesse à stimuler la croissance économique et à réduire le taux de chômage chez les jeunes a permis la création du RYAF. L'association a pour but de donner plus de pouvoir aux jeunes agriculteurs.trices et agripreneurs.euses, leur faciliter l'accès à certaines ressources et leur donner des opportunités de développer leur réseau et leur compétences. L'association a proposé des programmes de formation et de mentorat afin de donner aux jeunes entrepreneurs.euses les compétences et les connaissances nécessaires en production agricole, valeur ajoutée, marketing, et gestion d'entreprise.

Grâce à son réseau et ses partenariats, RYAF a permis de mettre en contact des jeunes agripreneurs.eus.s avec de potentiels investisseurs, acheteurs et marchés, leurs permettant d'accéder à des financements et de développer leurs activités commerciales. L'association défend aussi des politiques favorables et des réformes réglementaires, par exemple, une politique de location de terrains qui permet aux jeunes agripreneurs.euses d'accéder à des terrains appartenant à l'État pour des activités commerciales agricoles avec des termes de contrat avantageux.

Grâce aux initiatives du RYAF, de nombreux.euses agripreneurs.euses au Rwanda ont pu développer des entreprises florissantes, augmenter leur production agricole et améliorer leurs moyens de subsistance.

39 Organisation internationale du travail « Social Dialogue. » (Dialogue Social) [Social Dialogue \(ilo.org\)](#)

40 Organisation internationale du travail « High-level meeting on "Social Dialogue With and For Youth. » (Haut rassemblement portant sur « le dialogue sociale avec et pour la jeunesse ») [High-level meeting on "Social Dialogue With and For Youth" \(ilo.org\)](#)

41 ILO High-level meeting on "Social Dialogue With and For Youth" (Haut rassemblement portant sur « le dialogue sociale avec et pour la jeunesse »), Summary Note (résumé), 2022 [wcms_870340.pdf \(ilo.org\)](#)

42 La Banque mondiale. « Involving Women in Public-Private Dialogues. » (Faire participer les femmes dans les Dialogues public-privés). La Banque mondiale, 2018, [www.worldbank.org/en/topic/gender/brief/involving-women-public-private-dialogues](#)

43 Le forum de la jeunesse Rwandaise dans l'agro-industrie (en anglais : RYAF). [Home \(ryaf.rw\)](#)

SOUTENIR LA CRÉATION ET L'EFFICACITÉ DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET COMMERCIALES AXÉES SUR LES JEUNES

Dans le contexte des DPP et des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes, plusieurs approches peuvent être considérées afin d'intégrer la voix des jeunes.

L'une de ces approches implique **d'intégrer la représentation des jeunes dans les associations professionnelles déjà existantes**, telles que les chambres de commerces ou les organismes sectoriels. Par exemple, le pôle jeunes entrepreneur.euse.s dans la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) a pu participer aux [DPP portant sur la promotion de l'entrepreneuriat et les startups d'artisanat au Congo](#). Cette approche présente beaucoup d'avantages pour la jeunesse et pour ces organisations. En majorité, ces organisations bien établies ont déjà une place à la table des DPP et sont reconnues et écoutées par les principales parties prenantes du gouvernement et du secteur privé. Les DPP ont établi des lignes de communication et d'influence, qui peuvent être très avantageuses pour la jeunesse qu'ils intègrent.

En créant des branches, des pôles ou des sous-groupes au sein de ces organisations, les jeunes se voient proposer une plateforme accessible et puissante leur permettant d'exprimer leurs idées et leurs points de vue. Cet avantage déjà existant permet d'amplifier la voix de la jeunesse et de garantir que leurs inquiétudes et propositions sont réellement prises en considération dans les dialogues politiques. De plus, les organisations mères peuvent elles-même tirer parti de cette intégration. Les perspectives uniques et les solutions innovantes souvent apportées par les jeunes peuvent enrichir les idées des organisations et leur façon de s'adapter au marché et aux paysages politiques changeants. Cela peut aussi les aider à rester connectées avec la prochaine génération de dirigeant.e.s et d'entrepreneur.euse.s, assurant leur pertinence et leur vitalité. Cependant, il est possible que des associations professionnelles traditionnelles ne satisfassent pas les besoins de nouveaux types d'entreprises. Par exemple, les entreprises numériques dirigées par des jeunes et/ou leur membres ne souhaitent pas dédier du temps et des ressources à des questions spécifiques concernant la jeunesse.

La deuxième approche consiste à **créer des associations professionnelles et commerciales spécifiquement dédiées à la jeunesse**. Certains des défis et des contraintes auxquels font face ces associations ont été expliqués plus tôt, et même si ces associations ont besoin de soutien pour les surpasser, il peut y avoir de nombreux avantages à se concentrer seulement sur cette option. Ces associations dédiées peuvent défendre les causes en faveur de la jeunesse, protégeant leurs intérêts en les empêchant d'être noyée par d'autres priorités. Elles permettent l'expression d'une voix distincte et le développement des relations solides avec les parties prenantes de la jeunesse, permettant une

vaste compréhension des problèmes impactant les jeunes. À terme, ces associations axées sur la jeunesse deviennent des spécialistes et des expertes dans leur domaine.

Un autre avantage de cette approche est le développement d'un pouvoir d'action collective. En créant des associations dédiées à la jeunesse, les jeunes obtiennent un sens d'unité et d'émancipation, leur permettant de donner plus d'ampleur à leur voix et de défendre plus efficacement leurs besoins et leurs inquiétudes. Ces associations fournissent une plateforme permettant d'encourager la collaboration, les expériences communes et l'action collective, ce qui améliore grandement la capacité d'action de la jeunesse. De plus, les associations dédiées à la jeunesse créent un système de soutien ciblé pour leurs membres ce qui leur permet d'accéder à des ressources et des opportunités créées spécialement pour eux/elles. Elles peuvent fournir des programmes de formation spécialisés, des initiatives de mentorat et des événements de réseautage répondant spécifiquement aux défis uniques auxquels les jeunes font face. Cependant, en créant ces associations, il est essentiel de donner la priorité à un processus dirigé localement garantissant son appropriation au niveau local par les jeunes et d'éviter un projet à la hiérarchie descendante qui aurait du soutien limité de la part de la jeunesse ciblée.

Un rapport ICR sur la participation des organisations de femmes dans les DPP soutient aussi la création et le renforcement des associations professionnelles et de branches dédiées aux femmes dans les chambres de commerce, ce qui est une étape primordiale vers l'amélioration de la représentation des femmes dans les DPP. Plus de détails peuvent être trouvés dans [ce rapport](#).

Là où de telles associations axées sur la jeunesse et les femmes n'existent pas encore, les acteurs politiques peuvent soutenir leur création en fournissant l'assistance technique et financière afin de faciliter leur établissement et leur fonctionnement. Ce soutien peut inclure la subvention d'un capital d'amorçage, des programmes de développement de compétences (voir ci-dessous) et des conseils concernant le développement organisationnel. Deuxièmement, les acteurs politiques peuvent créer et favoriser un environnement politique en mettant en place des cadres réglementaires qui promeuvent la reconnaissance et la participation des associations pour la jeunesse. Cela peut inclure des processus d'immatriculation simplifiés, assurance d'une protection juridique, et offre des avantages aux associations pour la jeunesse.

QUELLE APPROCHE EST LA PLUS EFFICACE ?

Il n'existe pas de réponse unique à cette question. La détermination d'une approche optimale à l'insertion de la jeunesse dans les structures et les associations pouvant représenter leurs intérêts au sein des DPP dépend de nombreux facteurs spécifiques au contexte. Cela inclut la maturité ou autre du processus du DPP, les normes sociales dominantes concernant l'inclusivité de la jeunesse et des femmes et des défis économiques spécifiques à la jeunesse dans chaque pays/région.

Dans certaines circonstances, une approche par étape peut mieux convenir, insérant d'abord les jeunes à travers une branche ou un sous-groupe dans une association déjà établie, puis éventuellement passant à une entité autonome. Dans d'autres circonstances, l'établissement plus rapide d'entités indépendantes pour la jeunesse peut être plus efficace et réalisable. Au vu de cette variable et de la grande diversité de la région ACP, il n'existe pas d'approche unique pouvant être recommandée. Cependant, la Facilité ICR peut offrir une assistance technique aux acteurs

politiques cherchant à rendre le processus de décisions politiques plus inclusif. Le but est d'adapter les stratégies aux conditions locales, en aidant à identifier les meilleurs façons d'insérer la jeunesse dans des DPP d'une façon qui respecte et prenne en compte les réalités locales.

Ceci étant dit, un point commun émerge des études de cas que nous avons vu : l'efficacité de la représentation de la jeunesse est grandement améliorée par la reconnaissance d'un mandat par le gouvernement et une forte volonté politique d'inclusion. Là où il y a une compréhension et une reconnaissance des immenses avantages qu'une approche inclusive de la jeunesse apporte aux dialogues politiques et aux processus de prises de décisions, cela permet à la jeunesse de participer mais aussi d'être entendue, de contribuer à des politiques plus innovantes, inclusives et tournées vers l'avenir. Voir l'étude de cas sur le forum européen de la jeunesse et le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse [page 13](#) et l'étude de cas sur le conseil national de la jeunesse du Sénégal ci-dessous :

ÉTUDE DE CAS : Conseil National de la Jeunesse du Sénégal (CNJS)⁴⁴

Contexte :

Le Conseil National de la Jeunesse du Sénégal est une organisation faitière qui représente les intérêts et les préoccupations diverses des jeunes de tout le pays. Établi comme une initiative du gouvernement, le CNJS agit comme interface entre les jeunes, les institutions du gouvernement, la société civile et les partenaires de développement et a pour but d'améliorer la participation de la jeunesse dans l'élaboration de politiques et la conception des programmes.

Reconnaissant le problème crucial du taux de chômage chez les jeunes, le président Macky Sall a annoncé en 2020 la création d'un Conseil Présidentiel pour l'insertion et l'emploi des jeunes fonctionnant à travers le CNJS faisant la promotion du recrutement des jeunes dans différents secteurs, de grands projets de travaux publiques à forte intensité de main d'œuvre et de soutien pour les jeunes entrepreneurs.

Activités / Initiatives :

- Consultations de la jeunesse :** Le CNJS organise des consultations régulières avec les jeunes dans tout le Sénégal afin de rassembler leurs opinions et expériences concernant les défis liés à l'emploi. Ces consultations comprennent des campagnes d'information sur les médias et le numérique, ainsi que des forums de la jeunesse tenus dans différentes régions. Les informations apportées lors de ces sessions sont utilisées afin d'éclairer les discussions politiques et les processus de prises de décisions, assurant que la voix des jeunes soit prise en compte.

44 Activités du Conseil National de la Jeunesse du Sénégal – About – [National Youth Council \(cnjsenegal.sn\)](https://cnjsenegal.sn)

- **L'implication de la jeunesse dans les DPP** : Le CNJS a pris plusieurs initiatives afin d'impliquer la jeunesse dans les DPP nationaux et internationaux, notamment les forums post-covid pour agripneur.euse.s et la participation à des événements internationaux de l'OIT se concentrant en particulier sur le dialogue social de la jeunesse. Ces événements ont servi de plateforme afin que la jeunesse puisse dialoguer avec les acteurs politiques, les employeurs et les syndicats, faisant la promotion d'un dialogue constructif et inclusif.
- **Aide à l'entrepreneuriat** : En reconnaissant le potentiel de l'entrepreneuriat à créer des opportunités d'emploi, les CNJS ont mis en place des programmes ayant pour but de soutenir les jeunes entrepreneur.euse.s. Ces programmes proposent un mentorat, un accès à des financements, et des formations en gestion d'entreprise.
- **Développement ciblé des compétences** : À travers l'académie de la jeunesse du CNJS, ils proposent des formations aux organisations axées sur la jeunesse dans des secteurs prometteurs de croissance économique afin d'améliorer leurs compétences de plaidoyer et leur capacité à s'impliquer dans les dialogues politiques et les DPP.

Globalement, le CNJS a fait d'importantes contributions pour la promotion de la participation de la jeunesse dans la création de politiques et de programmes au Sénégal. Le travail du CNJS a permis de garantir que l'opinion des jeunes soit pris en compte dans les processus de prises de décisions, ce qui à mener au développement de beaucoup de politiques et de programmes qui sont spécifiquement créés pour répondre aux besoins des jeunes. Par exemple, la création du fonds africain de développement *Senegal – Projet d'appui au développement des compétences et de l'entrepreneuriat des jeunes dans les secteurs porteurs* se basant sur les priorités nationales définies par le Plan Émergent Sénégal (PSE) auquel le CNJS a aussi contribué.

3. RECOMMANDATIONS : GARANTIR

L'INCLUSION DE LA JEUNESSE DANS LES DPP

Afin de s'assurer que l'inclusion des jeunes dans les DPP va plus loin qu'une inclusion purement symbolique, une planification, un engagement et une exécution rigoureuses sont essentielles. Notre recherche documentaire a révélé qu'il existe une quantité limitée de documentation ayant comme sujet précis l'inclusion de la jeunesse dans les DPP. Il y a des ressources portant sur les pratiques pour des DPP inclusives du genre et promouvant la voix de la jeunesse dans la création de politiques, ainsi qu'encourageant la participation de la jeunesse dans des contextes locaux et régionaux.⁴⁵ Il existe aussi des informations utiles dans le compte-rendu d'un atelier datant de 2017 portant sur « Les Dialogues public-privés sur le développement d'entreprise pour la jeunesse et l'inclusion »⁴⁶ Mais il existe encore peu de guides complets sur l'inclusion des jeunes dans les DPP. C'est pourquoi les recommandations suivantes portant sur les processus et les structures des DPP inclusif des jeunes dans ce rapport ont été créés par l'auteur, sur la base de l'analyse de ces diverses ressources et de discussions éclairées avec les personnes interrogées sur les meilleures pratiques à adopter.

45 L'Institut Démocratique National. (en anglais : NDI) « Promoting Youth Voices in Local Decision-Making: A Global Youth Council Guide. » (Promouvoir l'expression de la jeunesse dans les prises de décisions locales : un guide du Conseil Mondial de la Jeunesse.) Institut Démocratique National, 2019, <https://www.ndi.org/sites/default/files/Promoting%20Youth%20Voices%20in%20Local%20Decision-Making%2C%20Global%20Youth%20Council%20Guide.pdf>

Plan International. « Youth Engagement Manual. » (manuel pour l'engagement de la jeunesse) Plan International, 2021, https://plan-international.org/uploads/sites/57/2021/12/youth_engagement_manual.pdf

Conseil de l'Europe. « Have Your Say! A Manual for Youth Participation. » (Parole aux jeunes ! Manuel sur la Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale.) Conseil de l'Europe, 2007, [https://rm.coe.int/16807023e0Banque_Mondiale_Gender-Informed_Public-Private_Dialogue:_Practical_Note_on_Inclusion_of_Women_Entrepreneurs'_Voices._\(Dialogue_Public-Privé_prenant_en_compte_le_genre:_note_pratique_sur_l'inclusion_de_la_voix_des_femmes_entrepreneuses.\)_Public-Private_Dialogue_Practical_Notes_Series;_Herzberg,_Benjamin;_Sisombat,_Lili._2016_http://hdl.handle.net/10986/24380](https://rm.coe.int/16807023e0Banque_Mondiale_Gender-Informed_Public-Private_Dialogue:_Practical_Note_on_Inclusion_of_Women_Entrepreneurs'_Voices._(Dialogue_Public-Privé_prenant_en_compte_le_genre:_note_pratique_sur_l'inclusion_de_la_voix_des_femmes_entrepreneuses.)_Public-Private_Dialogue_Practical_Notes_Series;_Herzberg,_Benjamin;_Sisombat,_Lili._2016_http://hdl.handle.net/10986/24380)

46 9ème atelier DPP portant sur le Dialogue Public-Privé du développement de l'entreprise pour l'inclusion et la jeunesse, 2017 *2017 Workshop Papers and Presentations – Public Private Dialogue*

Cette section comprend cinq recommandations :

- »»» 1 Responsabiliser les jeunes et les associations axées sur la jeunesse à travers le renforcement des capacités et l'engagement (voir page 27)
- »»» 2 Améliorer la participation de la jeunesse grâce à des programmes de proximité ciblés et à l'inclusivité (voir page 29)
- »»» 3 Encourager une transparence et une communication efficace avec les jeunes dans les DPP (voir page 32)
- »»» 4 Développer une mise en œuvre efficace de l'aboutissement des DPP incluant la jeunesse (voir page 33)
- »»» 5 Évaluer l'impact et l'amélioration continue de l'implication de la jeunesse (voir page 37)

»»» RECOMMANDATION 1: RESPONSABILISER LES JEUNES ET LES ASSOCIATIONS AXÉES SUR LA JEUNESSE À TRAVERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET L'ENGAGEMENT

Afin de permettre aux associations professionnelles et commerciales dirigées par des jeunes de contribuer aussi efficacement que possible aux DPP, il faut leur donner les moyens de participer aux bonnes discussions et les convaincre qu'ils/elles ont les compétences et les connaissances nécessaires pour être efficaces dans celles-ci. Cette recommandation détaille plusieurs mesures qui peuvent être prises pour soutenir le renforcement des compétences et l'engagement des associations professionnelles et commerciales dirigées par des jeunes.

Établir des forums dédiés à la jeunesse :

Envisager la création de forums spécifiquement dédiés aux associations professionnelles et commerciales dirigées par des jeunes au sein des DPP, afin de permettre à ceux/elles de discuter et de collaborer sur des questions en rapport avec leurs intérêts et leurs besoins.

Soutenir le renforcement de compétences :

Quand cela est possible, proposer un développement de compétences, des formations et du mentorat aux associations professionnelles dirigées par les jeunes, en mettant l'accent sur l'amélioration de leur capacités afin qu'ils/elles puissent participer efficacement dans les DPP et collaborer avec les parties prenantes. Envisager, s'il y a une demande, de former et de soutenir d'autres parties prenantes et décideurs.euses afin de les aider à collaborer avec les organisations pour la jeunesse et d'écouter leurs opinions.

« Les entrepreneurs.euses savent ce dont ils/elles ont besoin pour leurs entreprises mais pouvoir le transformer en réforme politique n'est

pas à la portée de tou.te.s. Une formation sur la façon de transformer leurs besoins en politique est quelque chose de vital pour eux/elles. Ils/elles ont aussi besoin d'aide sur la façon de présenter les faits et les données statistiques de façon à ce que cela renforce leurs arguments. Afin qu'ils/elles puissent dire aux décideurs.euses politique Je ne vous donne pas simplement un conseil, je vous donne un conseil qui fonctionnera et voici les preuves qui le démontrent. »

*Shedron Collins,
Fonds des jeunes entrepreneur.euse.s
de Trinité-et-Tobago*

À travers les entretiens menés pour cette recherche, le besoin d'une formation portant sur les compétences essentielles qui permettent aux associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes et à leurs membres d'être plus efficace et d'avoir un plus grand impact dans la réalisation de leur mission et leur implication dans les

dialogues public-privés (DPP), a été souligné plusieurs fois comme primordial.

Les domaines suivants ont été identifiés comme étant ceux considérés les plus utiles :

- **Formation en plaidoyer pour l'engagement politique et les DPP :** cela pourrait inclure des stratégies d'argumentation, l'évaluation de politique, des techniques de collaboration et d'influence ainsi qu'une formation sur la façon dont participer activement aux DPP, notamment sur la compréhension des structures et des objectifs de ces dialogues, les techniques de négociation, une communication efficace et la recherche d'un consensus.
- **Vocabulaire technique :** inclure une formation sur le langage technique et les concepts utiles dans l'environnement des affaires, les discussions politiques et les DPP. Cette formation doit avoir pour but d'améliorer la compréhension pour les associations des termes économiques, des cadres légaux, des réglementations du marché et tout autre aspect technique afin de leur permettre de naviguer et de contribuer efficacement aux discussions de façon informée et éclairée.
- **La gouvernance et développement d'organisation :** former à des pratiques de gouvernance efficaces, de stratégies de planification et de gestion organisationnelle permettant aux associations de renforcer leur structures internes et leur rentabilité.
- **Obtenir des financements :** donner des conseil sur où trouver des opportunités de financement et des ateliers sur la façon de rédiger une bonne demande de financement, notamment comment structurer la demande, créer un récit convaincant, et aligner les objectifs du projet avec les priorités du donneur.
- **Générer des revenus :** conseiller sur la façon de créer des activités générant des revenus, par exemple, en proposant de nouveau services payant ou en augmentant la base demembres.
- **Recherche et analyse de données :** améliorer la capacité des associations à effectuer des recherches, rassembler des données et analyser les résultats permettant le plaidoyer basé sur des preuves et des recommandations de politiques éclairées.
- **Intégration du genre et inclusion sociale :** encourager la prise de conscience et la compréhension de l'égalité des genres, de l'inclusion sociale, et des questions de diversité, en donnant les clés aux associations pour développer des programmes, des politiques, et des campagnes de mobilisation inclusifs répondant aux besoins spécifiques et aux défis auxquelles font face les femmes et la jeunesse marginalisée.

- **Compétences en communication et média :** améliorer les compétences en communication des associations, dont les relations publiques, la gestion des réseaux sociaux, et la prise de parole en public, afin de communiquer efficacement leurs messages, de sensibiliser et de développer un soutien populaire pour leurs causes.

Améliorer les compétences permet aussi de générer des avantages en cascade, ce qui pourrait inciter les décideuses politiques et les organismes donateurs de faciliter leur mise en œuvre. Quand les associations reçoivent des formations de renforcement de compétence, elles peuvent partager efficacement les connaissances qu'elles ont acquises et les transformer en un précieux service pour leurs membres.

Faciliter l'accès aux réseaux et encourager la formation d'une coalition :

La création d'un réseau et la formation d'une coalition, ainsi que les partenariats sont des éléments essentiels pour améliorer la représentation de la jeunesse dans les DPP. En participant activement aux activités de réseautage, en créant des coalitions et formant des partenariats, les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes peuvent renforcer leur influence, tirer profit de certaines ressources et défendre leur cause efficacement. Les décideuses politiques et les organismes donateurs peut jouer un rôle clé pour soutenir ces efforts en créant un environnement favorable où les partenariats public-privés sont facilités, et où des coalitions peuvent se former entre les MPME dirigées par des jeunes et de plus grandes organisations du secteur privé.

Encourager les recherches et le développement de politiques dirigées par la jeunesse :

Fournir des ressources et de l'aide afin que les associations professionnelles dirigées par des jeunes puissent mener des recherches et développer des propositions de politique pouvant être présentées lors des DPP, garantissant que les points de vues des jeunes sont éclairés et fondés sur des preuves.

Faire la promotion d'innovation et d'entrepreneuriat mené par la jeunesse :

Encourager et mettre en valeur les innovations et les initiatives de la jeunesse lors des DPP, démontrant le potentiel des jeunes à stimuler la croissance économique et le développement.

»»»» RECOMMANDATION 2 : AMÉLIORER LA PARTICIPATION DE LA JEUNESSE GRÂCE À DES PROGRAMMES DE PROXIMITÉ CIBLÉS ET À L'INCLUSIVITÉ

Comme ce rapport l'a montré, la jeunesse est une précieuse ressource et son inclusion dans les DPP peut apporter de nombreux avantages. Cependant, la jeunesse (représentée par les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes) est souvent exclue ou on ne lui donne pas un rôle égal dans ces processus à cause de normes sociales bien ancrées. Cela peut signifier que la voix des jeunes n'est pas entendue, et que leur opinion n'ont pas autant de poids et de valeur que ceux d'acteurs plus important du secteur privé. Ces recommandations mettent en lumière un certain nombre d'étapes qui peuvent être prises afin d'améliorer la participation des jeunes et une meilleure parité homme-femme grâce à des programmes de proximité ciblés et des mesures d'inclusivité.

Développer des programmes de proximité ciblés

La première étape est de développer des programmes de proximité ciblés afin d'impliquer et de recruter activement les jeunes, en particulier ceux/celles venant des différents milieux, pour qu'ils/elle participent aux DPP. Cela inclut de s'assurer que les groupes de jeunes plus difficiles à atteindre ont connaissance des DPP et sont encouragés à y prendre part. Cela inclut aussi la considération des besoins spécifiques de ces groupes et la personnalisation en conséquence des efforts fait pour les informer et les impliquer.

Garantir la parité homme-femme et l'inclusivité

La deuxième étape est de garantir la parité homme-femme et l'inclusivité dans les DPP. Cela comprend de faire la promotion d'une représentation égale des hommes et des femmes et de faire tout son possible pour l'inclusivité dans les DPP, répondant aux besoins et aux préoccupations spécifiques des deux genres. Cela signifie aussi considérer le rôle que jouent les femmes, et s'assurer que leurs opportunités de participer à des rôles tels que l'animation des dialogues, la présidence, porte-parole etc, sont activement encouragées et soutenues.

Méthodologie pour la jeunesse et la parité des genres

La troisième étape est d'utiliser une méthodologie pour la jeunesse et la parité des genres dans l'élaboration de DPP. Il s'agit de veiller à ce que tous les rassemblements soient accessibles en terme de temps et de lieu par ceux/celles ayant des personnes à charge ou un emploi qui limite leur disponibilité pendant la journée. Cela inclut aussi de s'assurer que les femmes et les jeunes soient dans des environnements rassurants où le dialogue prennent place avec des mesures de sauvegarde. Finalement, il faut fournir des informations sans vocabulaire technique, pouvant être comprises de tou.te.s.

Encourager la représentation de la jeunesse dans les organes de prise de décision

La quatrième étape est d'encourager la représentation de la jeunesse dans les organes de prise de décision. D'inclure les associations de commerce centrées sur la jeunesse dans les structures de gouvernance et de gestion des DPP, garantissant la prise en compte de leur voix dans les processus de prise de décision. L'étude de cas ci-dessous donne un exemple de la façon de rendre un mécanisme de DPP déjà établi plus inclusif de la jeunesse :

ÉTUDE DE CAS : Nigerian Economic Summit Group – Amélioration de l'inclusion de la jeunesse dans les Dialogues Public-Privés

Le Nigerian Economic Summit Group (en anglais : NESG), un groupe de réflexion à but non lucratif dirigé par le secteur privé, joue un rôle essentiel dans la promotion et le soutien de la réforme de l'économie nigériane pour une économie ouverte et compétitive à l'échelle internationale. Avec un mandat pour faciliter les programmes de réforme sociales et économique, le NESG est devenu la plateforme la plus importante des dialogues public-privé au Nigéria. Leur événement phare, le Sommet de l'Économie Nigériane (en anglais : Nigerian Economic Summit, NES), qui a lieu tous les ans, sert de plateforme pour que le gouvernement et le secteur privé puisse passer en revue les progrès des réformes économiques et commerciales et identifier des façons concrètes de répondre aux défis faisant obstacle à une mise en œuvre efficace des politiques.

La NESG est une étude de cas intéressante montrant la transformation d'un mécanisme de DPP pour qu'il soit plus inclusif de la jeunesse. N'étant pas assez représentée, dans un premier temps, par la jeunesse, en 2013 le NESG a reconnu le besoin d'impliquer de façon active les jeunes dans leurs discussions et dans leur processus de décision. Voici un aperçu des développements et des stratégies mises en place par le NESG pour ce faire :

Changement de vision pour se concentrer sur l'inclusion de la jeunesse :

En reconnaissant le besoin de combler le fossé entre les générations et de créer une plateforme de dialogue plus inclusive, le NESG a commencé son voyage vers plus d'inclusion pour les jeunes dans leurs discussions politiques. Il a eu pour but de garantir que les opinions, les préoccupations et les aspirations de la jeunesse soient efficacement représentées. La première action pour impliquer la jeunesse s'est tournée vers des dialogues spécifiques à propos d'agriculture et d'éducation. Cela a permis aux jeunes d'exprimer leurs opinions sur la création d'emplois agricoles et sur les réformes de l'éducation, qui sont deux enjeux critiques affectant directement leur vie et leur avenir.

Donner à la jeunesse plus de pouvoir d'action et d'expression :

Pendant les élections nigérianes de 2015, le NESG a encouragé les jeunes à utiliser les réseaux sociaux pour promouvoir des groupes de conversation concernant les questions qui leur importaient le plus. Cela incluait la façon de répondre au taux de chômage de la jeunesse par la création de nouveaux emplois et l'entrepreneuriat, l'amélioration des formations professionnelles et de l'enseignement professionnel et le besoin d'améliorer la transparence et la comptabilité des politiques. Cette expérience a donné confiance aux jeunes et leur a fait réaliser qu'ils/elles peuvent avoir un impact sur les processus de changement.

Insérer la jeunesse dans les commissions politiques :

Après sa participation à un atelier international des PPD.org sur les bonnes pratiques des processus de DPP⁴⁷ le NESG a restructuré ses politiques afin de s'aligner sur leur Charte de Bonne Pratique des DPP pour une Croissance Durable et de développer une série de commissions politiques. À ce stade, ils ont fait face à un dilemme : créer des groupes de jeunes dans le comité ou développer l'engagement de la jeunesse dans chacun des domaines des politiques ? Ils ont préféré la deuxième solution, et insérer des représentant.e.s de la jeunesse dans leurs commissions de politiques. Le NESG a maintenant 10 commissions de politique, chacune se concentrant sur un domaine thématique, tel que l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie, le gouvernement, la santé l'éducation, le développement de la jeunesse, la science et la technologie. Chaque commission a deux co-président.e.s, un.e animateur.trice, un.e conseiller.e et un.e présentateur.trice. Le/la présentateur.trice est toujours une personne jeune et les jeunes sont encouragé.e.s à prendre part dans les autres rôles. Dans tous les domaines, les associations représentant la jeunesse contribuent aux discussions, aux processus de prises de décisions et à la formulation des politiques.

Développement des connaissances et des compétences :

Le NESG a reconnu l'importance de donner aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires afin qu'ils/elles puissent s'impliquer de façon significative dans les dialogues de politiques. Le NESG a développé un programme couvrant les principes des DPP, les processus gouvernementaux, la création de politiques et l'approbation des lois, permettant aux jeunes participant.e.s de comprendre l'environnement du dialogue. Comme l'explique Oluwatayo Aduloju leur « Senior Fellow » en politique publique et développement institutionnel :

47 8ème atelier DPP portant sur le Dialogue Public-Privé pour une gouvernance collaborative, 2015 [2015 Workshop Papers and Presentations – Public – Private Dialogue](#)

« Beaucoup pensent que les jeunes ne connaissent pas grand chose à propos des politiques. Cela devrait simplement signifier qu'on doit leur apprendre, en commençant par la définition des DPP. [Grâce au NESG] ils ont appris les principes des DPP comme outils pour le gouvernement, et comme une plateforme pour l'engagement social et un changement culturel. Notre programme comprend les DPP, la façon dont le gouvernement nigérian fonctionne, la façon dont sont créées les politiques, comment les lois sont approuvées. Si les jeunes veulent vraiment faire partie du changement, au-delà d'aller dans la rue et crier, ils/elles doivent être capable de prendre part aux processus vitaux qui transforment les dialogues et les recommandations en actions fortes menant à des résultats solides. »

Adopter la technologie numérique :

En raison des défis causés par la pandémie COVID-19, le NESG a adopté la technologie numérique. Leur sommet annuel a fait une transition réussie vers un modèle hybride en utilisant des outils tels que Zoom, les réseaux sociaux, et des applications interactives telles que Mentimeter. Ce changement numérique a étendu la facilité d'accès, développant la participation inclusive et renforçant l'engagement du NESG envers l'innovation.

Obtenir des résultats concrets :

Le NESG a réussi à obtenir des résultats concrets à travers son approche inclusive aux DPP. En facilitant les tables rondes sur les réformes juridiques, le NESG a joué un rôle essentiel dans le domaine de l'agriculture, les secteurs bancaire et de l'énergie et a aussi contribué à la nouvelle loi concernant les retraites et le plan directeur sur les infrastructures de 2015-2043. De plus, le NESG a pris des initiatives pour répondre au taux de chômage et aux autres défis auxquels font faces les jeunes, profitant de leurs interventions pour créer de politiques et des réformes ayant un impact.

En donnant aux jeunes une plateforme pour s'exprimer, le NESG a amélioré la légitimité et l'efficacité de leur processus de dialogue tout en encourageant un programme économique plus inclusif et représentatif.

»»»» RECOMMANDATION 3 : ENCOURAGER UNE TRANSPARENCE ET UNE COMMUNICATION EFFICACE AVEC LES JEUNES DANS LES DPP

Une transparence et une communication efficace sont des éléments essentiels pour toutes les parties impliquées dans les processus de DPP afin qu'elles puissent y contribuer de façon significative. Cependant, pour plusieurs raisons, ces facteurs ont encore plus d'importance pour les jeunes. Premièrement, ils/elles font souvent face à des normes sociales qui discréditent la perception de leur autorité et de leurs connaissances, ce qui mène d'autres adultes à penser qu'ils/elles doivent avoir un rôle moins important dans les discussions. Par exemple, un étude menée par l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) a conclu que les jeunes sont plus susceptibles d'être interrompus et qu'il y a plus de chance que l'on parle en même temps qu'eux/elles que les autres adultes lorsqu'ils/elles participent aux discussions politiques. Cette étude a aussi montré qu'il y a plus de chance que l'on pose des questions aux jeunes concernant leurs expériences et leurs connaissances, alors qu'il y a plus de chances pour les autres adultes soient considéré.e.s comme possédant de solides connaissances.⁴⁸ Par conséquent, il est impératif que toutes les parties fassent preuve de volonté pour s'écouter les uns les autres et partager ouvertement toute information.

Deuxièmement, de façon générale, la jeune génération (souvent appelée « les enfants du numérique ») est habituée au monde de la communication instantanée et attend des outils numériques qu'ils améliorent la vitesse et l'efficacité des communications. Enfin, il y a de plus en plus de preuves que les jeunes se sentent de plus en plus mis à l'écart des prises de décisions ([voir page 5](#)). S'ils/elles ne sont pas informé.e.s comment leur participation est considérée ni quelles raisons se cachent sous toute nouvelle décision, ce sentiment de mise à l'écart pourrait s'accroître.

Voici ici des façons d'encourager une communication et une transparence efficace dans les DPP :

Garantir transparence, réalisme et clarté :

Tous les participant.e.s aux DPP doivent comprendre le but, la portée et les limites de leur participation. Gérer les attentes des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes à travers une communication transparente concernant ce qui peut être changé et ce qui ne le peut pas. Par exemple, clarifier des contraintes telles que les limitations budgétaires, la hiérarchie du processus de prises de décisions, et les éléments immuables d'une politique, afin de clarifier le degré d'influence que peut avoir chaque partie prenante.

Utiliser les technologies numériques pour améliorer l'inclusion de la jeunesse :

L'utilisation des technologies numériques ouvre de nouvelles voies pour les DPP, facilitant les communications à distance et augmentant les opportunités de collaboration avec les jeunes. Comme mis en lumière par le rapport du comité de donateur pour le développement des entreprises Dialogues Public-Privés (DPP) avec l'utilisation des nouvelles technologies et le texte de la commission européenne *Soutenir les réformes de l'environnement des affaires et les dialogues public-privés grâce aux outils de technologie de l'information et de la communication*⁴⁹, en exploitant les outils numériques, les DPP peuvent être mieux informés, plus inclusifs et plus efficaces.

Alors que les outils numériques offrent de nombreux avantages, il existe aussi des limitations et des risques à prendre en compte lors de leur mise en œuvre dans les DPP. L'inclusivité est un élément important à considérer et est apparue à de nombreuses reprises lors des entretiens menés pour ce rapport. Comme souligné par l'Organisation des Nations Unies⁵⁰, la fracture numérique est un obstacle, car tous les jeunes n'ont pas le même accès à la technologie, en particulier ceux/celles venant de zones rurales ou économiquement désavantagées. Des efforts doivent être faits pour réduire cette fracture en fournissant des points d'accès physique aux ressources numériques ou en fournissant des appareils avec une connexion internet pour les zones non-desservies, facilitant leur participation dans les processus de DPP.

Dans le même esprit, des méthodes alternatives de participation, comme donner son opinion par SMS ou à travers des émissions diffusées par des radio locales peuvent aussi être considérées. Ces méthodes pourraient être particulièrement efficaces pour toucher des populations avec peu ou pas d'accès à internet et celles dans des communautés difficiles d'accès. De plus, alors que les outils numériques deviennent plus présents dans les DPP, les problèmes concernant la protection des données personnelles doivent être adressés. Les gouvernements et les organisateurs.

48 Mendelberg, Tali, and Peter K. Hatemi. « Political Talk in Context: The Effects of Social Norms and Audience Composition on Political Beliefs. » (Débats politiques en contexte : Les effets des normes sociales et de la composition de l'audience sur les croyances politiques.) *British Journal of Political Science* (Journal Britannique des Sciences Politiques) 43.1 (2013) : 5-27.

49 Nelson, Jane. "Innovative Platforms for Public-Private Dialogue." (Plateformes innovantes pour les dialogues public-privé) Brookings Institution, 2014, www.brookings.edu/wp-content/uploads/2014/08/Session-1-Dialogue-Nelson_FINAL.pdf
Trade, Private Sector Development, and Engagement (TPSD/E) Facility. « François Kacenenbogen, 2021 How-to tools: Supporting Business Environment Reform and Public-Private Dialogue through ICT tools. » (Outils pour savoir comment : soutenir les réformes de l'environnement des affaires et les dialogues public-privés grâce aux outils de technologie de l'information et de la communication) Trade Policy Support Facility (TPSD), (non daté). Web.

50 *Don't let the digital divide become 'the new face of inequality': UN deputy chief | UN News* (ne laissons pas la fracture numérique devenir « le nouveau visage de l'inégalité : député en chef de l'ONU | ONU Info

des DPP doivent mettre en place une protection forte des données personnelles et une pratique transparente du traitement des données, garantissant aux jeunes participant.e.s

que l'information qu'ils/elles partagent est protégée et utilisée uniquement pour l'objectif visé.

»»» RECOMMANDATION 4 : DÉVELOPPER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DE L'ABOUTISSEMENT DES DPP INCLUANT LA JEUNESSE

Il est primordial de reconnaître que les dialogues public-privé ne doivent pas être perçus comme une fin en soi mais plutôt comme un moyen pour atteindre un objectif⁵¹. Comme souligné dans la section « contexte », l'objectif final des DPP n'est pas seulement le dialogue mais la réalisation de résultats tangibles. Afin d'avoir un réel impact, il est essentiel d'aller au-delà du dialogue et d'activement mettre en œuvre les nouvelles politiques et REA. Ce sentiment a constamment été mentionné lors des entretiens menés pour ce rapport, avec beaucoup d'associations de commerce centrées sur la jeunesse exprimant leur frustration concernant leur participation aux DPP manquant souvent ensuite de mise en œuvre de réformes ou de communication efficace sur les résultats.

« Suivre et parvenir au résultat final sont les problèmes. Ils/elles sont doués pour avoir de nouvelles idées [à travers les DPP] mais lorsque l'on arrive à la mise en œuvre de celles-ci, souvent rien ne se passe. »

Tanesha Patterson, PDG, Fonds des jeunes entrepreneur.euse.s de Jamaïque

Aller au-delà du « dialogue » vers la mise en œuvre : Les organisateur.trice.s des DPP devraient prioriser la mise en œuvre dans le temps des résultats convenus lors des discussions. Ils/elles devraient aussi informer les associations de commerce axées sur la jeunesse des progrès et les inclure en tant que défenseuses lors de la phase de mise en œuvre. Cela encourage la

transparence, la responsabilité et maintien leur implication et confiance dans le processus.

L'étude de cas ci-dessous concernant l'accord portant sur la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) met en lumière ce problème et montre clairement comment agir pour mettre en œuvre ces résultats.

ÉTUDE DE CAS : L'inclusion de la jeunesse dans la mise en œuvre de l'accord portant sur la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

« La ZLECAf est l'une des plus grandes réussites de l'Afrique du 21ème siècle. Mais son mandat échouera si sa création et sa mise en œuvre n'est pas inclusive. »

Edem Adzogenu, Co-président d'AfroChampions⁵²

L'accord portant sur la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente une initiative importante visant à encourager l'intégration régionale et la croissance économique sur tout le continent africain. C'est un accord de commerce avec de grandes ambitions qui vise à créer un marché unique pour les biens et services, améliorant la diversification économique et faisant la promotion du développement durable dans toute l'Afrique.

51 Facilité Investment Climate Reform (Facilité ICR). « Du dialogue public-privé (DPP) aux DPP axés vers un résultat (DPPR). » International Climate Risk Initiative Facility (Facilité Initiative Internationale du Risque Climatique) (ICR Facility), non daté. Web. (Publication à venir en 2023)

52 Initiative AfroChampions. « L'initiative AfroChampions travaillera main dans la main avec l'Union africaine pour promouvoir les zone de libre-échange sur le continent africain; l'initiative AfroChampions s'engage à mettre en place des actions de sensibilisation d'une valeur d'un million de dollar américains. » Union africaine, non-daté Web.

En reconnaissant l'importance de la participation de la jeunesse dès son commencement, la ZLECAf a utilisé des dialogues public-privé inclusifs afin d'impliquer les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes dans l'élaboration du traité. Cette étude de cas met en lumière la participation de la jeunesse dans le processus de DPP jusqu'à maintenant et se concentre sur la nécessité d'avoir des DPP au niveau local pour une mise en œuvre efficace du traité pour qu'il puisse être, si il l'est, bénéfique aux jeunes de toute l'Afrique.

Reconnaître l'importance de la jeunesse et des DPP :

La ZLECAf reconnaît le dividende démographique de la jeunesse africaine et leur potentiel pour développer la croissance économique et l'innovation. Dès le départ, le traité s'est engagé dans une prise de décision inclusive, impliquant activement la jeunesse à travers des mécanismes de DPP. Comme l'affirme Grace Gondwe⁵³, une personne interviewée pour ce rapport, le processus de la ZLECAf a réussi à saisir les voix de la jeunesse provenant d'un échantillon représentatif varié. « *Le processus de ZLECAf a mieux réussi que d'autres à écouter la jeunesse. Ils ont obtenu l'opinion d'un échantillon représentatif de jeunes et en comparaison avec d'autres processus de DPP dans lesquels j'ai été impliquée, j'ai l'impression qu'ils ont mieux réussi que beaucoup d'autres dans la compréhension des opinions de la jeunesse.* »

Soutien de la jeunesse pour la ZLECAf :

Dans l'ensemble, il y a eu un grand soutien de la jeunesse pour la ZLECAf avec des jeunes participant.e.s aux DPP étant d'accord en grande majorité avec le principe de libre-échange et de libre marché comme moteur potentiel de croissance, d'innovation et de création d'emploi. Néanmoins, mettant l'accent sur la nécessité d'avoir des protections sociales afin d'assurer des résultats inclusifs et équitables pour que les avantages soient largement répandus et n'aggravent pas les inégalités.⁵⁴ La jeunesse a aussi souligné trois messages importants dont doivent être conscient.e.s les décideurs.euses politiques à mesure que la ZLECAf progresse :

1. La jeunesse n'est pas un groupe homogène : elle est présente dans toutes les facettes des économies et des sociétés.
2. L'importance de faciliter l'accès au marché pour la jeunesse : les efforts pour mettre en relation les traders africain.e.s à travers les pays devraient délibérément inclure les entreprises dirigées/possédées par des jeunes.
3. Le besoin de prendre en compte la jeunesse de la création de la politique de la ZLECAf, jusqu'à sa mise en œuvre et au contrôle de ses actions.⁵⁵

Les sujets et les domaines d'intérêt sur lesquels s'est concentrée la jeunesse lors des DPP, comprennent :

- **La numérisation et l'innovation** : les jeunes participant.e.s ont défendu une stratégie de transformation numérique en alignement avec la ZLECAf afin de tirer profit de la technologie et de soutenir les entreprises aux stratégies Digitales First (à l'avant-garde du numérique). Cette perspective a été intégrée à l'article 14 du traité, reflétant le rôle essentiel des économies numériques dans le développement du commerce régional.⁵⁶
- **Formation et développement des compétences** : les jeunes participant.e.s ont constamment défendu un investissement dans une formation de qualité et un développement des compétences,

53 Grace Gondwe, est la directrice exécutive du prix international du duc d'Édimbourg. Elle a été précédemment chercheuse pour le groupe de réflexion de la Mastercard Foundation en partenariat avec Restless Development et a contribué au rapport You Lead : « faire des promesses de la ZLECAf une réalité pour la jeunesse africaine »

54 La Banque mondiale. 2020. *The African Continental Free Trade Area: Economic and Distributional Effects. (La zone de libre-échange de l'Afrique continentale : effets économiques et de distribution)* Washington, DC : La Banque mondiale.

55 PNUD 2021. Africa's youth must drive – and benefit – from African Continental Free Trade Agreement (La jeunesse d'Afrique doit développer (et bénéficier) de l'accord portant sur la création de la zone de libre-échange continentale africaine).

56 Union africaine. (2020). *Digital Transformation Strategy for Africa (2020-2030) (Stratégie de transformation digitale pour l'Afrique (2020-2030)). Addis-Abeba, Éthiopie* : Commission de l'Union africaine

surtout pour des formations pratiques portant sur les secteurs porteurs, l'entrepreneuriat et des compétences relationnelles du 21^{ème} siècle afin de permettre à la jeunesse d'exploiter le potentiel de l'accord de libre-échange.

- **Changement climatique et environnemental** : les jeunes ont fortement insisté pour que la durabilité soit au cœur de la ZLECAf. Ils/elles ont proposé que les technologies de l'environnement et les énergies renouvelables soient des secteurs potentiels pour la création d'emploi et la diversification économique.

Implication des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes dans les chaînes de DPP :

Les associations professionnelles et commerciales de la jeunesse ont été impliquées de façon active dans différentes chaînes, notamment des consultations, ateliers et des campagnes de mobilisation. Par exemple, le Réseau des jeunes entrepreneurs d'Afrique (en anglais : AYEN) a collaboré avec les acteurs politiques et les parties prenantes afin d'assurer que les voix des jeunes entrepreneur.euse.s soient entendues et intégrées au processus de ZLECAf. De la même façon, la Commission africaine de la jeunesse (en anglais : AYC) a défendu l'inclusion de l'avis des jeunes dans l'application de la ZLECAf. Elle a entre autres défendu :

- **La formation et le développement** : un investissement dans une formation de qualité et un développement des compétences, surtout pour des formations pratiques dans les secteurs émergents, l'entrepreneuriat et les compétences relationnelles du 21^{ème} siècle afin de permettre à la jeunesse d'exploiter le potentiel de l'accord de libre-échange.
- **Des politiques inclusives et un environnement réglementaire** : l'AYEN met l'accent sur le besoin pour la ZLECAf d'établir un environnement des affaires favorable aux jeunes entrepreneur.euse.s. Ils/elles défendent des politiques visant à réduire la bureaucratie, à simplifier le processus d'immatriculation des entreprises et à protéger les droits de la propriété intellectuelle.
- **La numérisation et l'innovation** : les jeunes participant.e.s ont défendus une stratégie de transformation numérique en alignement avec la ZLECAf afin de tirer profit de la technologie et de soutenir les entreprises aux stratégies Digitales First (à l'avant-garde du numérique). Cette perspective a été intégrée à l'article 14 du traité, reflétant le rôle essentiel des économies numériques dans le développement du commerce régional.
- **L'inclusion de clauses** sur l'égalité entre les sexes, l'emploi des jeunes et le développement durable. Comme mentionné plus tôt, les jeunes ont fait part à la ZLECAf de leur volonté d'inclure des clauses faisant la promotion de ces questions importantes. La défense de ces questions a permis de garantir la prise en compte de ces questions lors des négociations.
- **Égalité des genres** : les jeunes ont exprimé leur désir d'inclure des clauses faisant la promotion de l'égalité des genres dans le secteur des affaires. Cela comprend des clauses garantissant que les femmes aient le même accès aux opportunités de commerce que les hommes, et qu'elle ne soient pas discriminées dans le commerce.

Voici quelques exemples spécifiques des idées mentionnées par les jeunes qui ont été incorporée dans la décision finale :

- L'inclusion d'une clause sur l'égalité des genres dans le texte de la ZLECAf.
- L'établissement d'un comité consultatif pour la jeunesse au secrétariat de la ZLECAf.
- La création d'un fond pour soutenir l'entrepreneuriat de la jeunesse en Afrique.
- Le développement de programmes de formation en compétences digitales pour les jeunes en Afrique.

John Youhanes Magok, une des personnes interviewée et participant du #AfCFTAYouthConsult a indiqué qu'il a participé à plusieurs canaux de DPP et a mentionné le fait que divers groupes d'associations professionnelles pour la jeunesse venant de différent secteurs ont travaillé ensemble pour renforcer l'article 14 du traité qui se concentre en particulier sur la jeunesse. Le texte est en train d'être révisé en conséquence. Il a également fait l'éloge du processus qui garanti une forte représentation de la jeunesse lors d'évènements régionaux à grande échelle comme le Forum de la ZLECAf pour les entreprises au Cap et a fait la remarque que le secrétariat de la ZLECAf soutiendra la participation de 25 jeunes au salon commerciale intra-africaine de 2023 en Côte d'Ivoire, et leur donnera des opportunités de formation et de développement de réseau afin qu'ils/elles en tirent le meilleur. Cependant, John remarque aussi « *Mais ce n'est pas la fin, c'est le début. Un protocole seul ne suffit pas, il faut qu'il soit appliqué.* »

D'un protocole à sa mise en œuvre :

C'est un thème qui est revenu souvent lors de nos entretiens concernant le processus de la ZLECAf, alors qu'il y a une grande reconnaissance du fait que les négociations du traité ont essayé d'être inclusives dans le fond, cela sera remis en cause si ce n'est pas mené à bien au niveau local et lors du processus de mise en oeuvre. Les DPP au niveau local impliquant des associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes sont essentielles pour une mise en oeuvre réussie et afin de garantir que les jeunes bénéficient pleinement de l'accord.

Aborder les écarts d'accès à l'information et le développement des compétences :

Le rapport « Making the AfCFTA Promises a Reality for African Youth » (Faire des promesses de la ZLECAf une réalité pour la jeunesse africaine) identifie un déficit d'information parmi la jeunesse concernant la ZLECAf, surtout au niveau national. Pour y répondre, une communication efficace et la diffusion de l'information, notamment dans un langage simplifié et par une collaboration avec les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes, sont vitales. À travers le protocole de la ZLECAf les pays sont encouragés à créer des comités d'application nationaux de la ZLECAf⁵⁷ et il sera essentiel pour eux de faciliter les DPP impliquant les associations de jeunes pouvant faire circuler les informations et les idées jusqu'à ce qu'elle soient incluses dans de nouvelles politiques et procédures portant sur l'application de la ZLECAf.

Recommandations pour l'inclusion de la jeunesse dans l'application de la ZLECAf :

Le rapport suggère plusieurs action afin d'améliorer l'inclusion de la jeunesse dans la mise en œuvre de la ZLECAf à travers des mécanismes de DPP au niveau local :

- Établir des communautés économique régionales et nationales (en anglais : RECs) et des structures pour la jeunesse au sein de l'Union africaine (UA) pour faire la promotion de la participation de la jeunesse dans les processus de la ZLECAf.
- Mener des recherches pour mieux comprendre les défis auxquels la jeunesse africaine fait face et comment la ZLECAf peut y répondre.
- Développer un « index des progrès de l'application de la ZLECAf » comme mécanisme de contrôle et d'évaluation afin d'estimer l'impact de l'inclusion de la jeunesse.
- Aligner les plans et les priorités d'investissement des parties prenantes pour soutenir les intérêts de la jeunesse et créer des plateformes pour leurs idées innovantes.
- Créer des plateformes pour la jeunesse afin de partager des idées innovantes et des solutions pour répondre à leurs défis du quotidien.
- Tirer profit de la Stratégie de transformation digitale pour l'Afrique 2020-2030 pour maximiser les avantages pour la jeunesse et stimuler une croissance inclusive dans la ZLECAf.

57 ODI. « The AfCFTA and the Role of the Newly Industrializing Countries. » (La ZLECAf et le rôle des pays nouvellement industrialisés) Union Africaine, 18 Avr. 2023

»»» RECOMMANDATION 5 : ÉVALUER L'IMPACT ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE L'IMPLICATION DE LA JEUNESSE

Enfin, il est essentiel de développer des systèmes de suivi et d'évaluation solides pour estimer l'impact de l'implication de la jeunesse dans les DPP et identifier les opportunités d'amélioration. Certaines suggestions pour une bonne pratique :

Création de mécanismes de feedback :

Établir des mécanismes qui permettent aux associations professionnelles d'exprimer leurs inquiétudes, opinions et suggestions sur les DPP, garantissant que ces dialogues continuent d'être pertinents et répondent à leurs besoins. Utiliser des plateformes numériques faciles d'utilisation telles que SurveyMonkey, Google Forms, ou même des forums dédiés sur les réseaux sociaux permettent d'obtenir un feedback direct et qui évolue. Des événements en personne tels que des réunions publiques peuvent améliorer encore plus les interactions et les échanges directs. Des plateformes comme Pol.is ou Consider.it peuvent aussi être utilisées pour des discussions à plus grande échelle portant des documents ou des rapports politiques. Quel que soit le mécanisme, il est primordial d'accorder de l'importance à la contribution des jeunes, de sérieusement considérer leur points de vue et donner un feedback clair sur l'impact de leur contribution. Il est aussi important de laisser assez de temps à la participation et de donner un délai de réponse qui soit réaliste.

Suivi et évaluation de l'inclusion de la jeunesse des les DPP :

Tout DPP bien conçu aura des mécanismes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) au sein de celui-ci. Comme l'a déclaré la *Charte de bonne pratique dans l'utilisation des dialogues public-privé pour le développement du secteur privé*⁵⁸, les avantages du suivi et de l'évaluation sont nombreux : Les techniques SEA améliorent la planification générale des DPP, facilite la défense de projet et augmente les avantages à faire la promotion d'une mise en œuvre plus efficace.

Il existe plusieurs approches et méthodologies reconnues pour les SEA dans les dialogues public-privé, elles évaluent généralement les processus de DPP, leurs résultats et les réformes qui en résultent⁵⁹. Ces ressources mettent l'accent sur des pratiques inclusives, et *Gender-Informed Public-Private Dialogue: Practical Note on Inclusion of Women Entrepreneurs' Voices* (Dialogue Public-Privé prenant en compte le genre : note pratique sur l'inclusion de la voix des femmes entrepreneuses) de la Banque mondiale propose un guide complet sur le suivi et l'évaluation des DPP avec une perspective prenant en compte le genre. Cependant, la revue de littérature effectuée pour ce rapport révèle un manque d'information en particulier concernant les pratiques de SEA qui sont axées sur la jeunesse dans les DPP. Néanmoins, ce rapport a développé les considérations suivantes pour les SEA axés sur la jeunesse, en puisant dans un revue de la littérature concernant les bonnes pratiques de SEA pour les DPP, du matériel permettant de mesurer l'implication de la jeunesse et une adaptation au rapport prenant en compte le genre mentionné ci-dessus.

58 Public-Private Dialogue for Private Sector Development and Inclusive Growth. (Dialogue public-privé pour la croissance inclusive et le développement du secteur privé) New 2015 PPD Charter of Good Practice. (Nouvelle charte de bonne pratique des DPP 2015) Public-Private Dialogue for Private Sector Development and Inclusive Growth, 2015, [New 2015 PPD Charter of Good Practice.pdf \(publicprivatedialogue.org\)](#)

59 Pour plus de ressources concernant ces approches, veuillez-vous référer à PPD.org un site web développé par la Banque mondiale, le département (britannique) de Développement international, l'IFC et l'OCDE. Les pages concernant le suivi et l'évaluation (monitoring & evaluation) donnent accès aux secrétariats des DPP aux derniers outils et documents à jour dont le but est d'aider les professionnels à procéder à un suivi des performances des DPP – [Monitoring & Evaluation – Public-private Dialogue](#)

Check-list pour des SEA incluant la jeunesse :

CONSIDÉRATION	INDICATEUR
PROCESSUS ET STRUCTURE DES DPP	
La déclaration de la mission de DPP répond-elle explicitement aux questions d'égalité pour la jeunesse et/ou d'autres questions relatives à la jeunesse ?	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur qualitatif; la déclaration de mission des DPP est axée sur l'inclusivité
Les jeunes impliqués sont-ils/elles représentatif.ive.s de la diversité de la population de la jeunesse ?	<ul style="list-style-type: none"> Représentation rurale vs. urbaine Répartition homme-femme Représentation des handicaps
Le DPP est-il accessible à la jeunesse ?	<ul style="list-style-type: none"> L'heure des réunions Accessible et dans un lieu sûr Accueillant envers la jeunesse
La jeunesse est-elle équitablement représentée dans les structures DPP et impliquée activement dans tous les aspects ? Y a-t-il des jeunes participant à l'animation ? Y a-t-il des groupes de réflexion pour la jeunesse ou une représentation équitable de la jeunesse dans de plus grands groupes de réflexion ? La jeunesse est-elle représentée dans les groupes de travail ? Y a-t-il des portes parole ou des soutiens pour la jeunesse ? La jeunesse est-elle bien représentée dans la gestion des DPP ?	Nombre et/ou pourcentage de la jeunesse représentée : <ul style="list-style-type: none"> en tant qu'animateur, dans les groupes de réflexion, dans les groupes de travail, en tant que porte-parole / soutien, dans le secteur de la gestion ou en tant que personnel de secrétariat
Les problèmes de la jeunesse sont-ils réellement compris et identifiés à travers des consultations et des recherches ? Les problèmes de la jeunesse sont-ils inclus et réellement abordés dans le(s) programme(s)	Indicateur qualitatif – l'attention consacrée aux problèmes de la jeunesse dans le(s) programme(s)
La jeunesse participe-t-elle aux prises de décisions ?	La proportion des processus ou des mécanismes de prises de décisions des DPP qui incluent la représentation de la jeunesse
Les SEA axés sur la jeunesse ont-ils éclairé des processus de DPP à venir plus inclusifs ?	Indicateur qualitatif – la mesure dans laquelle les résultats des SEA sont analysés et les enseignements appliqués à de futurs évènements
RÉSULTATS	
Les résultats des DPP répondent-ils aux problèmes de la jeunesse ?	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur qualitatif - un point de vue axé sur la jeunesse adressé clairement dans les publications et les manuels produits Nombre et/ou pourcentage de la jeunesse participant et bénéficiant d'une formation et d'un programme de proximité
Il y a-t-il des programmes de proximité et une sensibilisation axée spécifiquement sur les groupes et les problèmes de la jeunesse ?	Le nombre d'initiatives de programmes de proximité ciblés ou de campagnes répondant aux préoccupations spécifiques de la jeunesse dans le cadre des DPP

CONSIDÉRATION	INDICATEUR
La jeunesse est-elle impliquée dans les communications stratégiques notamment dans la diffusion médiatique ?	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre et/ou pourcentage de la jeunesse impliquées dans les communications stratégiques ▪ L'attention apportée aux questions de la jeunesse dans l'apparition et la couverture médiatique
RÉSULTATS ET IMPACTS	
Des réformes bénéfiques pour la jeunesse ont-elles été mises en place ?	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nombre de lois, de régulations, de codes et d'amendements sensibles à la jeunesse promulgués ▪ Le nombre de clauses dans les lois, les régulations, les codes et les amendements sensibles à la jeunesse promulgués ▪ Le nombre de procédures recommandées / des pratiques améliorées ou éliminées
Les entreprises appartenant à des jeunes ont-elles bénéficié d'un financement d'investissement ?	Flux d'investissement désagrégés par des entreprises appartenant à des jeunes
Les entreprises axées sur la jeunesse ont-elles bénéficié des économies des réformes REA ?	Valeur désagrégée par des entreprises appartenant à des jeunes
Des emplois formels pour la jeunesse ont-ils été créés ?	Le nombre d'emplois, réparti par âge et par secteur

CONCLUSION

En conclusion, les DPP inclusifs impliquant les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes sont essentiels afin d'achever des REA pratiques, efficaces et durables. Les décideurs.euses politiques doivent donner la priorité à l'inclusion des jeunes dans le processus de dialogue afin de garantir que les revendications des jeunes soient défendues et que les jeunes aient la confiance nécessaire pour contribuer aux discussions politiques et aux réformes.

En répondant aux défis auxquels font face les associations professionnelles et commerciales axées sur les jeunes et en fournissant le soutien et les ressources nécessaires, les décideurs.euses politiques peuvent renforcer leurs capacités à défendre leurs membres et à influencer les réformes politiques efficacement. À travers ces efforts, des DPP inclusifs peuvent ouvrir la porte à plus de réformes de l'environnement des affaires durables et axées sur la jeunesse, menant à de plus grandes opportunités économiques et à de meilleurs moyens d'existence pour les jeunes dans la région ACP.

LA FAÇON DONT LA FACILITÉ ICR PEUT VOUS AIDER

- Soutenir des structures de DPP pour améliorer la participation de la jeunesse dans les processus de climat propice à l'investissement.
- Évaluer l'environnement des affaires pour la jeunesse dans un secteur particulier.
- Mener des recherches afin de mieux comprendre les défis auxquels font face les jeunes en tant qu'entrepreneur.euse.s, employé.e.s et investisseur.euse.s dans votre pays et comment il est possible d'y répondre.
- Développer des mécanismes de suivi et d'évaluation afin d'estimer l'impact de l'inclusion de la jeunesse dans l'environnement des affaires.
- Aligner les plans et les priorités d'investissement des parties prenantes pour soutenir les intérêts de la jeunesse et créer des plateformes pour leurs idées innovantes.
- Soutenir des plateformes pour la jeunesse afin qu'elle puisse partager des idées innovantes et des solutions pour répondre aux défis de l'entrepreneuriat en étant jeune.

REMERCIEMENTS

Nous aimerions témoigner notre reconnaissance et remercier chaleureusement tou.te.s ceux et celles que nous avons contacté ou avec qui nous avons travaillé lors de la rédaction de ce rapport, en particulier les expert.e.s qui suivent, pour leur temps, leur générosité et leur expertise pour avoir contribué à ce travail : Shedron Collins, Fonds des jeunes entrepreneur.euse.s de Trinité-et-Tobago; Tanesha Patterson, Fonds des jeunes entrepreneur.euse.s de Jamaïque; Ines Yabar, ONU Our Future Agenda; Lili Sisombat, Banque mondiale; Benjamin Herzberg, Banque mondiale; Grace Gondwe, Fondation du prix international du duc d'Édimbourg; John Yohanes Magok, Département pour le développement économique, le commerce, le tourisme, l'industrie et les minéraux; Lenin Kazoba, Coalition de la jeunesse de Tanzanie; Moses Kanyesigye, Conseil des affaires de l'Afrique de l'Est, Muvandimwe Olivier, Forum de l'agro-industrie du Rwanda; Noel Steven Sawia, Défi jeunesse Vanuatu; Regean Mugume, Centre de recherche des politiques économiques de l'Ouganda; Rogerio Marques Benedito Junior, RMBJ Consultants; Ruth Khakame, Confédération syndicale internationale; Saru Duckworth, BRAC; Cat Tully, School of International Futures (SOIF); Mary Kent, OIT; Christian Viegelaahn and Felix Weidenkaff, Bureau de l'OIT pour les pays des Îles Pacifiques; Stephen Hunt, Carsis Consulting; Lynn Houmudi, Challenges Group; François Kacen, TPSD Facility II et Agathe Gondinet, Diego Borrero, Irene Danquah, Marijke Geerts, Steffen Felix, Anastasiia Nahorna, et Owen Dowsett de l'équipe Facilité ICR, Joanna Kahiluoto et Miguel Campo-Llopis de la commission européenne et Escipion Oliveira et Anthony Brand de l'OEACP.

MENTIONS LÉGALES

Ce rapport a été établi dans le cadre d'une intervention soutenue par la Facilité ICR). La Facilité ICR est cofinancée par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le British Council. La Facilité est mise en œuvre par GIZ, le British Council, Expertise France et SNV. Cette intervention spécifique est menée par IPC GmbH pour le compte de la GIZ.

Le contenu de cette publication relève de l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les opinions des donateurs ou des partenaires d'exécution.

La Facilité ICR aide les parties prenantes publiques et privées des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à créer un contexte économique et un climat d'investissement plus favorables, plus durables et plus inclusifs.

Plus d'informations : <https://www.icr-facility.eu>

ÉDITEUR :

ICR Facility, Rue du Trône 108, 1050 Bruxelles – Belgium
www.icr-facility.eu

AUTEUR :

Jacqui Bassett

CONCEPTION/MISE EN PAGE :

Atelier Löwentor GmbH, Darmstadt

URL :

La responsabilité du contenu des liens vers les sites externes liés à cette publication incombe toujours à leurs éditeurs respectifs. La Facilité ICR n'est pas responsable de ce contenu.

Bruxelles, février 2024

INVESTMENT CLIMATE REFORM FACILITY

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ? N'HÉSITEZ-PAS À NOUS CONTACTER

ICR Facility
Rue du Trône 108
1050 Bruxelles
Belgium

CONTACTEZ-NOUS :
info@icr-facility.eu
[in /icr-facility](https://www.linkedin.com/company/icr-facility)

VISITEZ NOTRE SITE :
[▶ ICR Facility](https://www.youtube.com/channel/UC...)
www.icr-facility.eu